

Tribune socialiste

ts

* un budget
à la mode « rétro »

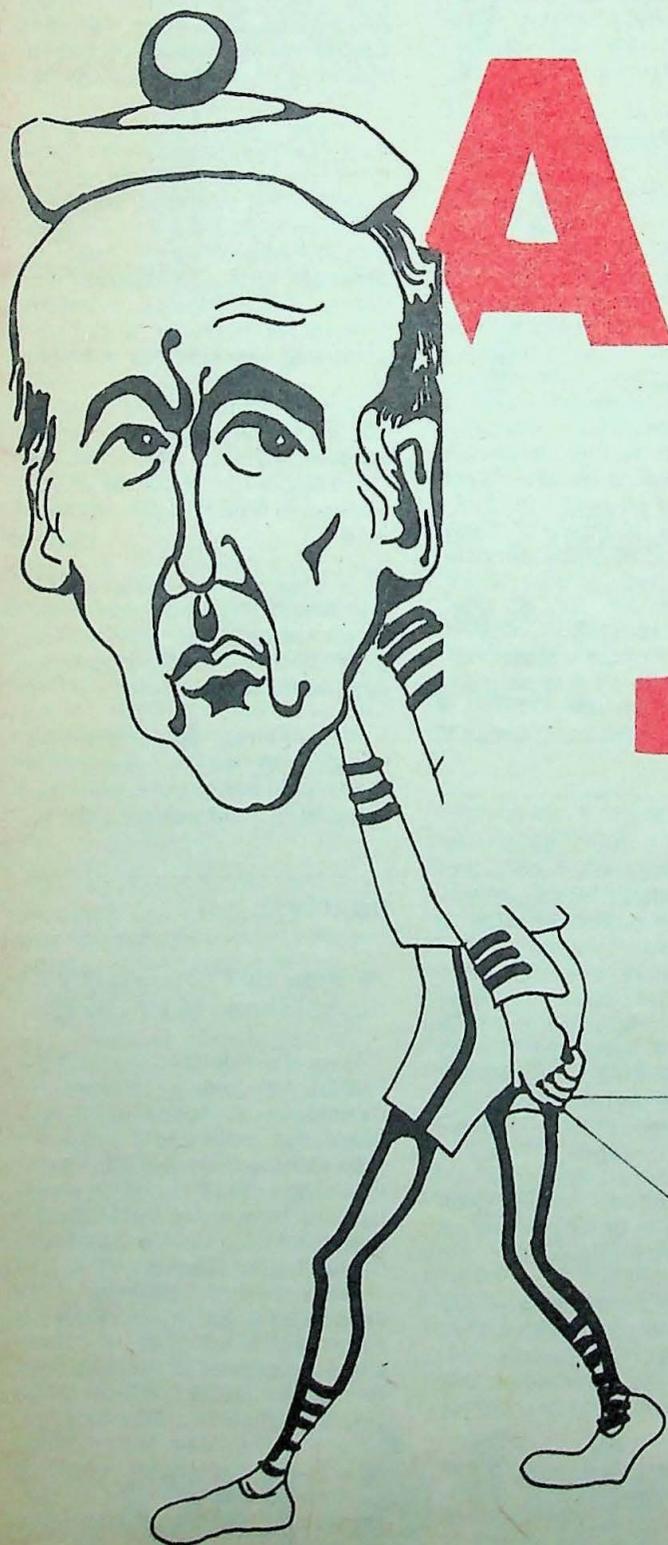
* ORTF : vers une grève
générale illimitée ?

* les Assises du socialisme :
où, quand, comment...

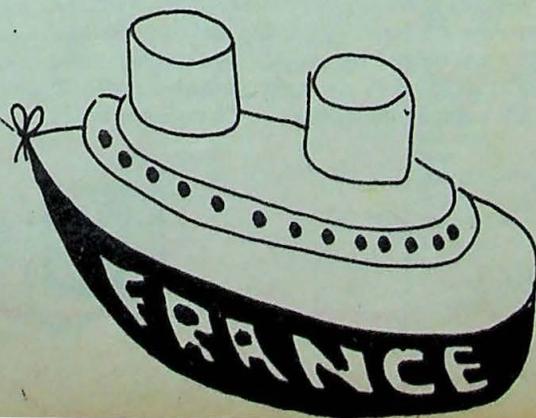
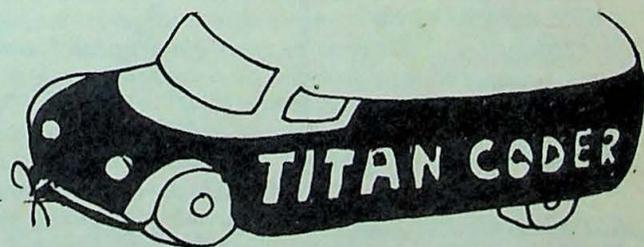
* TEP : les 3 coups de la colère



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE N° 629 - SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1974 - 3,50 F



ASSEZ JOUÉ !



JORGE

le changement et la continuité



Avec ce changement dont on nous rebat les oreilles, savons-nous encore ce qu'est le nouveau ? TS a changé : nous avons abandonné le frac pour le complet veston, nous remontons à pied et non plus en voiture les chemins pleins d'ornières de l'information, et si ce n'est pas Jacques-Henri Lartigue qui nous a tiré le portrait officiel, c'est tout comme. Du changement donc, il y en a — « ample et étendu » ; mais la volonté de renouvellement qui a présidé à l'élaboration de cette « nouvelle » formule sera-t-elle sensible dès ce premier numéro ? C'est la question qui nous turlupine tous, au moment de « boucler » — et c'est à vous d'y répondre.

Nous avons voulu traiter l'information différemment, en supprimant les catégories hermétiques des journaux traditionnels (qui isolent le politique du social, le social de l'économique, l'économique du culturel et ainsi de suite...), pour n'en conserver que les deux qui ont un sens : « France » et « International » et pour ne garder que deux types de nouvelles, les articles un peu fouillés et les « brèves ». L'interview réalisé à propos du « France » par nos camarades du Havre s'intègre à cet égard tout à fait dans nos projets : à la fois par les informations inédites qu'elle apporte sur la façon dont s'est déroulée l'immobilisation du paquebot dans le chenal du Havre et par la façon dont elle « approche » l'information — sous l'angle du problème global de la marine marchande et de la défense de l'emploi.

Nous avons voulu faire une part plus large au débat : il ne tient qu'à vous d'utiliser un « forum » des lecteurs qui ne demande qu'à s'ouvrir ; en abordant un débat sur l'ORTF — sujet de controverse au sein de la gauche entre tenants du monopole et ceux qui veulent le dépasser ; en ouvrant nos colonnes — « les tribunes de TS » — à ceux qui, à l'intérieur ou sur les franges du courant autogestionnaire, veulent faire connaître leur combat.

Nous avons voulu changer notre approche des questions culturelles en nous interrogeant d'une part, sur la fonction de ce moyen d'expression et en interrogeant d'autre part l'Equipe du TEP et à ses usagers — puisque le secrétaire d'Etat à la culture a donné quelque relief à l'action de Guy Rétoré.

Il y a loin de la coupe aux lèvres et nous sommes conscients d'être encore loin des objectifs que nous nous étions assignés, faute de temps, de moyens, faute aussi de pouvoir tout assumer tous seuls.

C'est à vous de nous dire ce que vous pensez de cet essai : nous tiendrons compte de vos suggestions pour le transformer. C'est à vous de nous envoyer informations, tuyaux, suggestions d'articles, de reportages ou de débats qui pourront améliorer et diversifier l'ordinaire. C'est à vous, enfin, de donner à TS une assise financière qui ne soit pas comme ce tabouret qui soutient le pendu et sa corde. Si les débats internes du PSU devaient rejaillir par trop sur le journal, ce serait sûrement le meilleur moyen de mettre un terme à l'existence d'un des rares organes d'information du courant socialiste autogestionnaire.

Nous pensons pouvoir faire ensemble un journal qui tranche, par son fond et son ton, avec le reste de la presse de gauche et d'extrême-gauche. Nous ne vous demandons pas de croire au changement ou au progrès ; nous vous demandons de nous accorder, en nous aidant à tenir ce pari, le bénéfice du temps, du doute, de la volonté et de l'espoir.



LE PLUS FORT TIRAGE
ET LA PLUS FORTE VENTE
DES QUOTIDIENS DU MATIN

Le Parisien
Libéré

Tirage global du 16 septembre **958.154**



à prendre...

indépendance...

● **Guinée-Bissau** : la naissance d'une nation. « Afrique-Asie », bi-mensuel consacré à l'actualité des luttes de libération dans le Tiers-Monde, présente un encart de 48 pages sur la nouvelle république dans son numéro du 23 septembre. Une nation qui démarre à gauche, c'est pas si fréquent : il faut aller voir... (3,50 F, dans les kiosques).

... et indépendance

● **France-Soir** : il a du fric, il a parfois de la compétence, il prétend avoir de l'honneur. Et pourtant, dans les boîtes aux lettres, on a trouvé un **France-Soir** « édition spéciale » qui ne causait que de « Carrefour », la « nouvelle race de magasin », réalisé non par des journalistes, mais par les « Créateurs associés ». Même titre, même présentation, mais rien que de la pub déguisée. C'est comme ça qu'on perd son honneur dans la profession. C'est comme ça que le doute persiste sur « l'indépendance » d'un journal. Mais, au fait, de quoi parle-t-on ? France-Soir, c'est la Franpar, la Franpar c'est Hachette, Hachette c'est le pouvoir. Enfin, c'était pour dire.

putain

● Puisqu'on est dans la presse merdique, n'enlevons pas encore nos pincettes, ça permettra de ne pas suffoquer sous la puanteur du « Parisien Libéré » — oui, on sait, c'est quotidien, mais avez-vous vu le chef d'œuvre de crapulette dans le numéro du 17 septembre ? C'est ce titre : « BIZARRE... BIZARRE... La Hays : les terroristes étaient gentils avec les femmes » déclarent les deux otages libérées ». Alors, naïvement bien qu'on rogne, on cherche la citation dans l'article page 4. En vain. Voici ce qui est imprimé à ce sujet :

« Elles ont confirmé que les neuf otages, toujours prisonniers du commando, n'ont pas été maltraités et que les japonais ne font pas preuve à leur égard d'agressivité. »

Moralité : si les deux femmes avaient été otages de ces névrosés sexuels du « Pipi libéré », elles auraient été violées. Enfin, ils

se contenteront des prostituées de la rue Réaumur, c'est dans leur quartier.

Chili au « 14 juillet »

● Du 25 septembre au 1er octobre, cinéma « 14 Juillet » 4 Bd. Beaumarchais à Paris, semaine dédiée à la résistance révolutionnaire chilienne. Au programme :

— des films : Salle 1 : 14, 16, 18, 20 H : *La terre promise* de Miguel Littin (voir notre article p. 23). Salle 2 : *Valparaiso, mi amor* ; *Le Hacal de Nahuel-toro* ; *Il ne suffit plus de prier* ; *Vote + fusil* ; *La première année* ; *Dialogue avec l'Amérique* ; *Réponse à octobre* ; *Quand le peuple s'éveille* ; *Contre la raison et par la force*.

— des chants de résistance par le groupe « Karaxu », avec, en solistes, Patricio Manns et Mariana (Salle I, le vendredi 27 et le samedi 28 à 22 H, le dimanche 29 à 18 H.)

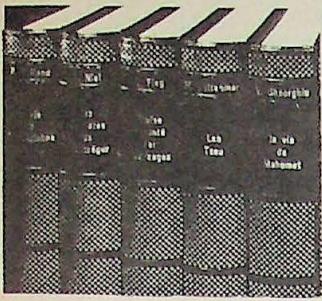
— sous-sol, chaque jour de 14 à 24 h., exposition de photos chiliennes et projection permanente d'un montage audio-visuel sur des peintures murales.

— à l'entrée, également chaque jour, de 14 à 24 h., exposition et vente de livres, publications et matériel militant sur le Chili.

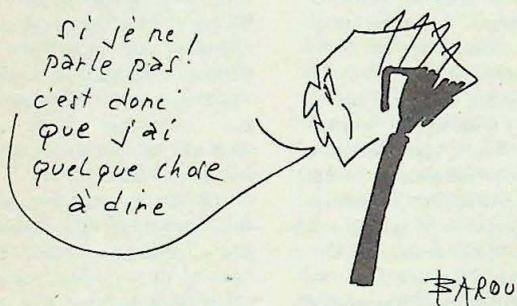
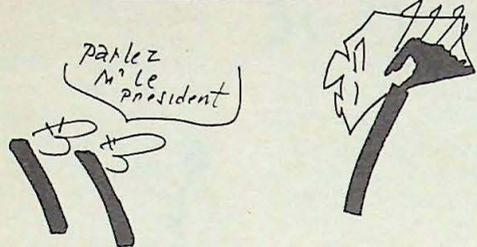
policier

● **Nina SUTTON, Watergate Story, (Stock, 366 p., 35 F).**

D'un style alerte et vivant, Nina Sutton parvient à retracer les principaux épisodes d'un des scandales politico-policiers les plus embrouillés de l'histoire des Etats-Unis. Elle sait mettre en valeur les faits et les personnages importants. On pourra cependant lui faire grief de s'en tenir à la version « roman policier » du scandale de Watergate, et de ne pas chercher à donner les dimensions politiques et idéologiques de l'affaire (si ce n'est de façon très superficielle). Son livre demeure une bonne introduction pour ceux qui n'auraient pas suivi au jour le jour les rebondissements de l'enquête et voudraient se les remémorer.



Les silences du Président !



FAROU

pschtt

● Ne buvons plus de Perrier ! Plusieurs bonnes raisons à ça : d'abord c'est de la flotte hyper-gazeuse (pschitt) et c'est pas bon pour la santé (ça ballonne en CO₂) ; surtout, parce que son prix est passé en douce de 0,75 à 1,80 F le litre — rien que ça ! Évidemment, vendre de la flotte, et avec un tel succès commercial, ça stimule l'escroquerie. En l'occurrence, le groupe Perrier (Contrex, Vichy, etc.) veut se faire payer sa nouvelle usine ultramoderne (9 milliards d'AF) pour fabriquer — je te demande quoi ? — des bouteilles en « verre allégé », système qui accélère encore davantage le processus de consommation-déjection. Et alors, plus de consigne de bouteille, plus de services : on produit n'importe quelle merde et on fait payer double prix avec la garantie de l'impunité, si ce n'est pas la bénédiction par « Oscar de l'emballage » interposé. Les marchands de flotte sont autrement plus balaises que les marchands

de pétrole. Et on ne parle pas de rationner l'eau Perrier !

animal

● Gilbert DECLERCQ, *Syndicaliste en liberté*, (Seuil, 188 p.).

Patron de la région Pays de la Loire de la C.F.D.T., un des principaux animateurs du mouvement « Reconstruction » qui provoqua la transformation de la C.F.T.C. en C.F.D.T., Gilbert Declercq est un personnage à controverse au sein de sa centrale syndicale et du mouvement ouvrier. Celui que l'on appelle parfois le « cégétiste de la C.F.D.T. » est aussi celui qui a réussi à amener, dans sa région, la C.F.D.T. à égalité avec la C.G.T. Ardent défenseur de l'organisation syndicale contre ceux qu'il soupçonne de vouloir la détruire ou l'annexer aux partis politiques, Declercq se révèle aussi, au cours de ces entretiens où il raconte trente ans d'engagement militant, poète, marin et, comme il

le dit lui-même, « animal syndical ».

assises

● Assises nationales du socialisme, réunion locale Paris 7^e le 30 septembre à 12 h (salle des Horticulteurs, 84 rue de Grenelle) - à 20 h 30 (salle du musée social, 5 rue Las Cases), avec participation de Pascal Dorival et Richard Lejeune (PSU), J.J. Benetière, Georges Sarre (PS), Gérard Fuchs (Objectif socialiste). Les assises du 7^e arrondissement de Paris auront lieu au musée social le samedi après-midi, 5 octobre.

Perpignan

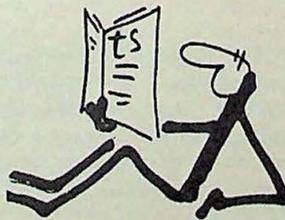
● Perpignan — du 8 au 17 octobre, salle Arago : exposition « Chili en lutte », réalisée par le MAPU et organisée par la fédération catalane du PSU. Vente de livres, affiches, objets artisanaux au profit de la résistance.

trouvailles

● Vous pourrez aussi rencontrer un hiérarque onusien de l'establishment concerné par la sectorisation du sous-prolétariat chez les non-alignés, ou encore un capésien canularique paniquant aux partiels de pinyin. Et tout cela vous sera limpide. Les particularismes locaux ont également droit de cité pour tous : le bagad breton et le goglu canadien se rejoignent dans le concert de la francophonie.

Et où peut-on trouver toutes ces trouvailles, je vous le demande ? Dans l'édition 1975 du *Petit Larousse* : la culture, cher beusieur, c'est de plus en plus hors de prix ! Y'en a des qui se foutent pas du monde !

téléphone



● Victoire sur la misère ! La ligne directe de TS (566.45.64) est rétablie ! Vous pouvez nous appeler pour nous donner des suggestions d'articles ou des informations... Mais pour les commandes groupées et les abonnements, c'est toujours 566.45.37 qu'il faut composer.

survol

4 Une seule façon de lutter efficacement contre l'inflation : s'attaquer à l'inégalité, et répartir plus équitablement les richesses. Un entretien avec Michel Rocard.

5. La rentrée, inquiétude au cœur. Le taux de chômage était jusqu'à présent supportable : il devient menaçant.

6. Les exemples se ramassent à la pelle. France, bien sûr. Mais aussi Tita Coder.

9. Mais aussi l'École, où les maîtres auxiliaires forment les gros bataillons des chômeurs-diplômés.

10. Mais encore l'ORTF, où la réforme pourrait bien achopper sur la colère des travailleurs de l'Office.

12. Des heures importantes pour la gauche française. Les Assises pour le socialisme se dérouleront dans moins de quinze jours.

14. 15 Un an après le putsch au Chili, révélations et aveux s'accumulent sur le rôle du Département d'Etat US et de la CIA.

16. 17 La Palestine, à l'heure où Israël fait entendre de nouveaux bruits de botte. Et l'Éthiopie, où s'est écroulé sans bruit le vieil empire du Roi des rois.

18. 19 Les tribunes de TS ouvertes au mouvement occitan.

20. A Creusot-Loire, une rencontre militante organisée par le PSU.

21. Un film chilien à l'affiche : « la Terre promise ». Du grand cinéma de lutte et d'espoir.

22. Une histoire d'espoir et de lutte aussi, et d'amour : celle du TEP. Quand un théâtre rencontre un quartier, et qu'un vilain ministre prétend les empêcher de s'aimer...

24. La parole à Robert Chapuis, secrétaire national du PSU.



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : Gérard FERAN - Réd. en chef : B. LANGLOIS - Dir. publ. : J. LE GARREC - 9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS - Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18) - Distribué par les N.M.P.P. - Imprimerie d'HEBDO-T.C. - Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

...ou à laisser



un budget à la mode « rétro »

Michel Rocard réplique à quelques idées reçues et fausses — qui dissimulent la doctrine giscardienne, vieille d'un demi-siècle...



L'économie mondiale traverse une situation exceptionnelle. Par le passé, on a parlé souvent à la légère de « crise » du capitalisme dans l'impatience de voir la réalité converger avec la théorie. Aujourd'hui, les difficultés sont assurément sérieuses et même si, une fois encore, il faut se garder de toute affirmation péremptoire sur

● TS - Le budget de l'Etat pour l'an prochain est présenté par le gouvernement comme un des éléments de sa politique anti-inflationniste. A-t-il des chances de se révéler efficace ?

● Michel Rocard - L'actuel ministre des finances a recueilli en ce domaine plus qu'en tout autre l'héritage malheureux de son prédécesseur. La doctrine giscardienne de l'équilibre budgétaire a un demi-siècle de retard lorsqu'elle attribue à cet équilibre des vertus stabilisatrices. Cette doctrine s'appuie sur l'idée extraordinairement simpliste que l'existence d'un déficit budgétaire équivaut à une émission monétaire sans contrepartie économique et qu'elle contribue ainsi à financer l'inflation. Il y a au moins deux raisons pour lesquelles ce raisonnement est faux. La première est qu'un équilibre réalisé par des compressions massives de dépenses d'équipement — comme c'est le cas pour le projet de 1975 — crée des insatisfactions économiques elles-mêmes facteur d'inflation ; pour ne donner qu'une illustration sur ce point, le type de consommation, très inflationniste, que l'on connaît aujourd'hui est la

● TS - Pour répondre en partie à tes objections, le gouvernement pourrait réaliser un budget en équilibre mais comprenant à la fois une forte augmentation des recettes et des dépenses. Il pourrait ainsi financer les opérations nouvelles dont tu parles tout en maintenant l'équilibre auquel il tient parce que c'est payant électoralement. Pourquoi ne le fait-il pas ?

● M. R. - Parce qu'il est prisonnier d'une philosophie libérale totalement archaïque. Giscard, lorsqu'il était ministre, a maintes fois répété qu'il veillerait à ce que le poids de l'Etat dans l'économie ne dépasse pas un certain niveau ; parce que, à son avis, il y a un risque de voir l'économie privée dépossédée de la conduite des affaires au bénéfice du pouvoir économique de l'Etat. On ne serait plus alors en économie libérale mais en économie étatique. Giscard poursuit maintenant son raisonnement par Fourcade interposé et construit un budget dont le volume par rapport à l'an dernier a à peine suivi le rythme

la fin du capitalisme, il n'est pas excessif de dire que celui-ci affronte une crise de croissance qui pourrait bien mener à la récession. TS a demandé à Michel Rocard son analyse sur la conjoncture et en particulier de la politique économique du gouvernement manifestée cette semaine par la présentation du budget 1975.

conséquence logique d'une carence des équipements collectifs. La seconde raison pour laquelle la thèse giscardienne est dérisoire, et lourde de conséquences dans la conjoncture actuelle, est la suivante : si l'inflation se prolonge, si le déficit commercial s'aggrave, c'est surtout parce que l'appareil économique français ne s'adapte pas assez vite aux nouvelles contraintes internationales. Il faudrait de toute urgence renforcer, par des investissements publics et privés, les secteurs industriels les plus faibles et ceux qui nous rendent dépendants des importations. Il faudrait également amorcer ce changement d'orientation de la croissance, dont le socialisme autogestionnaire sait aujourd'hui qu'il a eu raison de le défendre depuis plusieurs années déjà. Au lieu de cela, le gouvernement met en place un budget de misère qui est incapable de faire face à la radicalité de la situation nouvelle.

● TS — Tu crois à la crise ?

● M. R. — Je crois à la nécessité absolue d'un nouveau partage mondial des richesses. Le festin de

l'Occident ne peut plus durer d'abord parce qu'une moitié du monde en crève et ensuite parce que certains profitent d'une bonne situation stratégique pour engager l'épreuve de force. Je veux parler bien sûr des producteurs de pétrole, dont au demeurant les exigences sont légitimes. A cet égard, il est d'une clarté arithmétique que la France n'aura plus de quoi payer ses importations à la fin de l'an prochain, si rien ne change. Et cette impasse du commerce extérieur est aussi la situation de beaucoup de nos voisins occidentaux. C'est pourquoi je dis qu'il faut un nouveau partage des richesses. Cela signifie que la croissance telle que le capitalisme l'a connue est une

● TS — Quelle peut-être l'ampleur d'un tel bouleversement financier ?

● M. R. — Ce genre de prévision est toujours très difficile à faire. Tout dépend de la détermination des gouvernements occidentaux à venir en aide aux établissements bancaires en difficulté ou,

phase historique révolue et que le monde doit prendre conscience de ses limites et aussi de ses énormes possibilités si les plus riches cessent le gaspillage et l'exploitation. Il ne faut pas exclure une réaction brutale, militaire peut-être, du capitalisme occidental pour retrouver la maîtrise de l'approvisionnement pétrolier ; il y aurait là une solution, dramatique et dangereuse pour la paix mondiale, mais une solution tout de même pour surseoir à la crise du capitalisme. Mais dans le court terme, je pense que les désordres monétaires et financiers sont plus menaçants pour les entreprises, et donc pour l'emploi, que la crise économique elle-même.

au contraire, de leur volonté de profiter de la situation actuelle pour opérer une violente restructuration du capitalisme.

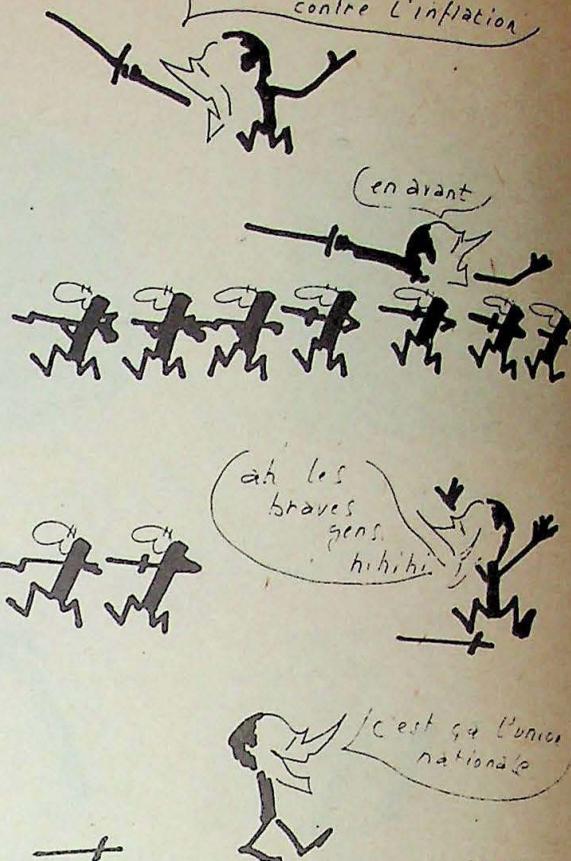
(Propos recueillis par Jacques GALLUS)

« avec notre entière discrétion »

● Un camarade, employé au service du personnel d'une université parisienne, vient de fourrer son nez curieux dans des choses pas bien propres. Tellement dégueulasses même que les auteurs prennent un luxe de précautions pour éviter les fuites. Pas assez cependant puisque nous en profitons aujourd'hui. Il s'agit des « enquêtes avant embauche » telles que toutes les boîtes ou presque les font ou les font faire par des agences de « détectives » ou autres milices para-policieres. Celle-ci, qui émane de DBA-Lockheed à Ivry, se distingue particulièrement par son cynisme et la sottise qui caractérisent en même temps son auteur, un certain G. St Georges, chef du personnel — s'il vous plaît. Jetez un œil sur l'un des documents dont nous reproduisons la photocopie. Et laissons ensuite à notre camarade le soin de tirer quelques remarques :

« La rubrique « activité physique — rendement » trahit une préoccupation bien naturelle de la part de l'exploiteur curieux, mais requiert une réponse relativement objective. En revanche, que signifient des rubriques distinctes pour 4 notions aussi voisines que « état d'esprit », « caractère », « honnêteté », « conduite » ? (Amusons-nous, au passage, de ce très militaire « R.A.S. » en face du critère d'honnêteté). Est-ce à dire qu'une personne honnête, ayant bon caractère et se conduisant bien, puisse avoir « mauvais esprit » ? On peut deviner ce que cela veut dire dans le vocabulaire patronal...

« Relevons également, parmi les motifs de licenciement, la « mécontente » et la « longue maladie », et enfin cette perle : « Serait repris — Ne serait pas repris — Non repris par principe ». On se





L'EMPLOI

C'EST PA

● Certains, à gauche ou à l'extrême-gauche, semblent embarrassés de défendre la grève active entreprise par les marins du « France ». Comment, s'étonne un de nos correspondants, vous défendez ce « gouffre financier, ce gouffre à carburant, ce centre flottant de loisirs et de plaisirs pour riches oisifs, et même pour une certaine partie du personnel qui s'y amuse bien » ? Nous défendons d'abord — et dans la conjoncture actuelle, c'est essentiel, — l'emploi de 3 000 travailleurs : de la même façon que nous défendions l'emploi des travailleurs de Lip, sans chercher à savoir s'ils fabriquaient des montres « bourgeoises » ou « prolétariennes ». De surcroît, l'exemple du « France », justement parce qu'il s'agit d'un paquebot de luxe, permet d'aborder deux problèmes que les socialistes ne peuvent se permettre d'ignorer :

— celui de l'ensemble de la Marine marchande d'une part (voir encadré), et de l'industrie du tourisme et des loisirs d'autre part ;

— mais aussi celui de la reconversion de certains secteurs capitalistes : le problème qui est aujourd'hui celui du « France » se posera demain pour « Concorde » ou pour d'autres industries, si Giscard cherche à se défaire de certains instruments de la « grandeur » gaullienne, coûteux

économiquement ou politiquement. La gauche ne peut pas laisser le capitalisme faire assumer aux travailleurs les frais de ses reconversions : elle doit aussi proposer d'autres méthodes de reconversion que celle du licenciement arbitraire.

Voilà quelques questions qui peuvent être évoquées à partir de la grève du « France » et de l'interview ci-dessous, recueillie le 17 septembre par notre correspondant au Havre, avec Roger DESCHAMPS, président du Syndicat National des Marins C.F.D.T., et Gilbert BREDEL, ancien marin du « France », permanent C.F.D.T. de la Marine marchande.



T.S. : Roger DESCHAMPS, tu as participé à partir de Southampton, à l'occupation du « France » et, entre autre, à l'arrêt du « France » dans le chenal du Havre. Comment cela s'est-il passé, et comment cela s'est-il décidé ?

R.D. : Dès que je suis arrivé à Southampton, j'ai pris contact avec nos collègues de la C.G.T., pour voir avec eux quelles étaient leurs intentions en matière d'action à bord du « France ». Nous avons décidé de réunir chacun de notre côté nos organisations syndicales et de nous rencontrer l'après-midi, à 16 h, afin de mettre au point les dernières modalités sur l'action que nous envisagions nous à ce moment-là. Dès 16 h, effectivement, nos sections nous ont annoncé aussi bien à la C.G.T., qu'à moi-même qu'elles avaient décidé de « mouiller la pioche » dans le chenal du Havre. Nous avons alors pris nos dispositions pour que l'opération puisse réussir et à mettre dans le coup un certain nombre de gens pas trop bavards car nous

voulions avoir le secret le plus absolu. Et ce n'est qu'à partir de 20 h que nous avons mis en place tout notre dispositif.

T.S. : Comment s'est exactement passée l'opération ?

R.D. : Nous avons prévu le coup pour 9 h, c'est-à-dire au moment où devait embarquer le pilote. Quelques minutes avant, nous avons donc réuni nos gens pour la C.F.D.T. entre les 2 cheminées au pont *sundeck*, et à 9 heures précises, dès que le signal a été donné, les gens du « France » sont rentrés à la passerelle, pendant qu'une autre partie prenait possession de la machine de façon à ce que toutes les chances soient de notre côté. Une négociation s'est immédiatement engagée entre les représentants du comité de coordination qui avait été créé quelques temps avant et le Commandant pour qu'il fasse mouiller le bateau entre les bouées 9 et 10. Bien entendu, le Commandant s'y est refusé et toute une discussion s'est engagée. Voyant qu'il ne pourrait pas faire

autrement, le Commandant a demandé aux manifestants, aux gens qui étaient sur la passerelle de bien vouloir lui permettre de mouiller simplement le navire dans un endroit où la sécurité serait assurée. Cela lui a été accordé et dès ce moment, les officiers ont fait leur travail régulier pour préparer le mouillage dans les normes et les règles de sécurité voulues. Etant donné que nous avons gagné la partie, nous ne sommes plus intervenus.

T.S. : Depuis les passagers ont été débarqués et les marins sont restés seuls à bord ; quand nous sommes allés porter BREDEL à bord jeudi dernier, on pouvait passer librement et maintenant, c'est le blocus total. Comment cela se passe-t-il ? Est-ce que le ravitaillement est possible, y compris pour la nourriture ?

R.D. : En ce qui concerne le blocus, effectivement, il existe. Nous avons maintenant un laissez-passer. Les permanents ont toujours l'autorisation de monter à bord : je dois dire que je me suis rendu moi-même hier, c'est-à-dire lundi midi, à bord du navire, et je n'ai pas eu de difficultés à proprement parler. J'ai pris la navette du Parefond qui est une des seules vedettes avec celle de la « Transat » habilitée à faire le voyage entre le « France » et le port. Il suffit simplement de donner son nom lorsque l'on embarque et l'officier de pont vous donne le feu vert. Il est bien

entendu que nous ne sommes pas d'accord car seuls pour le moment, les gens munis d'un laissez-passer sont autorisés à bord. Mais pour nous, il n'y a pas de difficultés majeures.

G.B. : Cependant, il faut savoir que c'est le pouvoir qui a choisi ceux qui devaient aller à bord. Nos camarades de l'Union Locale, Départementale, ou même confédérale qui viennent pour donner une directive nationale à la lutte n'ont pas

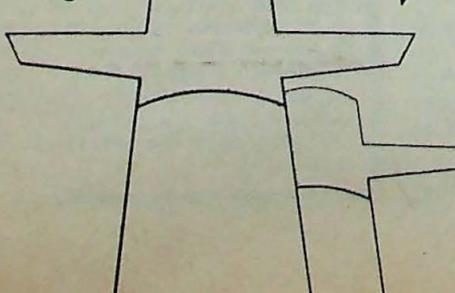
« France » : le sens d'un combat

● Avec une trentaine d'organisations, la section P.S.U. du Havre s'est lancée dans une bataille dont l'enjeu est en ce moment le maintien du paquebot « France » jusqu'à son remplacement par des navires de croisières mieux adaptés. Si nous soulignons, c'est pour exprimer clairement et avec force que nous ne nous battons pas pour que se perpétue un déficit, ni pour des raisons de prestige, ni pour per-

SAMEDI
14
SEPTEMBRE
1974
Jour -J+ 3

le (la)
FRANCE
en rade

COMITÉ DE COORDINATION



Le journal
imprimé
à bord.

libre accès pour rencontrer les camarades du « France ». Seuls les permanents professionnels de la C.F.D.T. et de la C.G.T. ont l'autorisation, et nous contestons formellement cette attitude. Quant aux hommes politiques, ceux qui ont un mandat de la nation, tel le maire du Havre et les députés de la région, nous trouvons absolument anormal qu'ils soient bloqués à terre et qu'ils ne puissent pas rendre visite à leurs concitoyens. Il en est de même pour la presse qui n'a plus la liberté de faire son métier et d'informer ses lecteurs et auditeurs.

T.S. : Au Havre, il existe un Comité de Défense qui travaille effectivement depuis début juillet pour défendre l'emploi au niveau régional et plus particulièrement au niveau de la marine marchande dans son ensemble. Ce comité a essayé d'aller sur le « France » dimanche dernier avec son président, le député-maire André Duromea (P.C.F.) ; il n'a pu y parvenir. Il a pu simplement appeler

le « gouvernement » du France

● Les marins ont choisi pour « premier ministre » Marcel Raulin, ancien du commando Kieffer, qui, le 11 septembre au soir, monta à la passerelle de commandement pour intimer l'ordre au commandant du navire de mouiller l'ancre. Déjà responsable du comité de coordination du bord, M. Raulin, qui à bord du « France » exerçait jusqu'à présent les fonctions de garçon de cabine, s'est entouré de six « ministres » chargés respectivement de l'information — un journal, « le (la) France en rade » est imprimé quotidiennement à bord — de l'intendance, de la vie intérieure, des

loisirs, des cas sociaux et médicaux et du budget.

Tous les matins, à 9 h 30, se tient un « conseil des ministres » au cours duquel sont traités les problèmes se posant à l'équipage. Celui-ci est consulté chaque fois qu'une décision importante doit être prise. Les marins sont alors convoqués grâce à la radio intérieure, dans la salle du théâtre, lieu choisi pour les assemblées générales du fait de sa grande capacité.

A bord ne se trouvent, que des volontaires, les marins manifestant le désir de débarquer pouvant le faire sans difficultés. C'est ainsi que, jusqu'à présent, une quinzaine de personnes ont quitté le navire.

Ce sont donc actuellement 964 personnes qui demeurent sur le navire, parmi lesquelles environ 25 femmes : infirmières, femmes de chambre, nurses et quelques concessionnaires de boutiques.

le chômage ou... le chômage

● Un peu plus, et ces messieurs les oublieraient, tant ils disent la France « à l'abri du malheur ». Mais le chômage existe, et 428 000 demandeurs d'emploi l'ont rencontré au mois d'août — 16 % de plus qu'à pareille époque en 1973.

Licenciés, compressés, démissionnaires, jeunes à la recherche d'un premier emploi se côtoient sans plaisir dans les bureaux de l'Agence nationale pour l'Emploi ou aux caisses ASSEDEC. L'aide publique — 10 F par jour depuis le début de cette année — suffit à peine à payer les transports de ceux qui doivent venir « pointer », faire la queue dans les bureaux d'aide sociale, de placement, de sécurité sociale. Papiers, références, demandes, refus... et ça repart pour un tour, avec encore le souci lancinant d'être « présentable » et de ne pas rater son « entrée », si d'aventure une occasion se présente.

D'espoir en abandon, on finit par échouer là où le capitalisme veut bien guider ses ouailles :

● l'écoeurement, le sentiment d'être laissé pour compte, pas assez ou trop assisté, avec ses corollaires : la solitude, l'alcool, et souvent le racisme : « Pendant qu'on est là à manquer de travail, ils se multiplient comme des lapins et s'engraissent d'allocations ». Ou bien : « Ils ne se contentent pas de nous prendre le pain de la bouche ; ils font baisser les salaires ! ». Difficile après, de remonter la pente.

● le travail temporaire : joli miroir aux alouettes. Manpower and Co, deux cents sociétés spécialisées jouent ainsi sur un volant de 250 000 salariés environ. C'est l'intérim ou le chômage. Mais l'intérim, c'est encore moins sûr que le chômage : au premier signe de resserrement du crédit, à la première réduction d'activité d'une entreprise, les intérimaires retournent aux fichiers des marchands de main-d'œuvre. Ni vu, ni connu : pas d'indemnité, pas de publicité, pas de discussion, pas d'occupation.

● le travail-bidon : la super-exploitation, des emplois à demi-déclarés, à la limite de la légalité, et de toute façon sous-payés. Un exemple assez « parlant » : Publi-Spectacle / Eurofrance, spécialisées dans la distribution de prospectus publicitaires sur la voie publique. L'accueil est plutôt bon de la part du patron pour les candidates : des petites dactylos, vendeuses, coiffeuses, etc... sans travail que tente au surplus une tâche supposée « prestigieuse » :

Mais le boulot, c'est autre chose : pour 10 francs l'heure, sous le contrôle d'un chef d'équipe, il faut convaincre cinq ou six voitures à l'arrêt devant le feu rouge de prendre la camelote, puis s'esquiver prestement au feu vert, et recommencer jusqu'à épuisement... du stock et des forces. Un ennui : c'est une pratique interdite. Les risques du métier, c'est — au mieux — d'avoir à vider les lieux à la moindre alerte, de retirer sa casaque et de se planquer ; au pire, une amende, et la perspective d'être retenu des heures durant au commissariat. Instructions du patron : prétendre qu'on fait ça pour la première fois, et dire qu'on ne l'a jamais vu...

C'est ça ou le chômage. Mais le chômage, pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi, c'est une catégorie qui n'existe même pas...

Ph. M. ■

S DU LUXE...

les marins à 100 m. Comment les marins du France ont réagi en voyant le Comité et en connaissant les difficultés rencontrées ? On aimerait savoir ce qu'attendent exactement les marins du Comité de Défense et le rôle qu'ils comptent lui faire jouer à terre ?

G.B. : Le Comité de Défense, aux yeux des marins, a pour tâche essentielle de sensibiliser la population, d'étendre le conflit à des secteurs qui n'ont pas l'habitude d'être dans l'action syndicale quotidienne. Le but du C.D., en fait, est de compléter l'action syndicale et de toucher tous les groupes sociaux, professionnels qui sont attachés au problème du « France » pour des raisons économiques. Les gens du « France » ont été absolument scandalisés d'apprendre qu'un parlementaire s'était vu refuser la liberté de circuler sur le territoire national quand le port autonome du Havre a décidé de défendre aux vedettes de quitter le port du Havre. Ça équivaut aux mesures les plus fascistes que l'on connaît en Espagne, au Chili... Il faut souligner ce fait, sans précédent dans l'his-

toire de la marine marchande, puisque tous les touristes français ou étrangers pouvaient librement sortir du port ; il n'y a que pour le député que c'était interdit. Je voudrais aussi ajouter pour « TS » qu'au sujet du problème du « France », il y a bien eu un problème de l'emploi. C'est en gros 3 000 licenciements entre ceux qui sont à bord et ceux qui sont à terre.

Le combat est en fait beaucoup plus vaste : c'est un plan de 3 780 licenciements prévus d'ici 1980 par la Cie Gle Maritime et c'est 34 % des emplois perdus depuis 1962. Plus loin, c'est le problème de l'emploi de tous les travailleurs qui est touché à travers ce problème du « France ».

T.S. : Hier lundi, une manifestation au Havre a réuni 3 000 personnes. On y a cité beaucoup de chiffres, notamment pour ce qui est des cargos. En 1960, il y avait quelques 760 cargos, alors que maintenant il n'y en a plus que 450. Quels sont alors les chiffres exacts ?

G.B. : Les chiffres exacts que M. Durafour aurait pu citer à la télévi-

sion, s'il avait eu un souci d'objectivité, c'est qu'il manque 75 bateaux pour boucler le 6ème plan qui se terminera fin 75. Tout le monde sait bien qu'on ne trouve pas 75 bateaux en 1 an. Autrement dit, les propres engagements des responsables politiques n'ont pas été respectés. La marine marchande est en train de sombrer et c'est bien aussi dans ce combat-là que nous nous situons.

T.S. : La grève de la Marine Marchande va durer 48 h. Est-ce qu'il y aura un prolongement à cette grève générale de la Marine Marchande ? Certains ateliers de la réparation navale, tels que la COGER au Havre (Transat) sont, aussi en grève aujourd'hui. Est-ce que cette grève pourra continuer ? Combien de temps également le « France » va-t-il rester dans le chenal du Havre.

G.B. : Les gars sont décidés à ne plus bouger du chenal ça c'est clair. Ils ont dit qu'ils iraient jusqu'au bout. Ils sont dans un grand voyage auquel aboutit l'ouverture de leurs dossiers. En ce qui concerne l'extension de la lutte, les camarades des compagnies de navigation sédentaires qui sont partie prenante dans notre Fédération générale des gens de mer ont décidé des mouvements de grève. Je crois que dans d'autres secteurs, des mouvements sont prévus, pas seulement en Seine-Maritime. Titan-Coder, l'auxiliarat des maîtres, etc... c'est le problème de l'emploi : nous comptons faire du « France » un grand tremplin pour qu'une fois pour toutes, le droit au travail soit reconnu et ne soit pas bafoué de façon féodale comme il l'est actuellement.

T.S. : Hier soir au Havre, on a vu arriver en manifestation les marins de Dieppe. On a vu également une délégation de Renault-Cléon, une de Rateau (La Courneuve), de Notre-Dame de Gravenchon (complexe pétrochimique), des paysans du Sud-Ouest, etc... Quelles interprétations donnes-tu à cela ?

G.B. : Contrairement aux déclarations de Chirac et Durafour, les

sir l'outil de travail adapté et en même temps de répondre aux besoins de loisirs de tous : pourquoi les travailleurs n'auraient-ils pas droit aux croisières ?

(...) Aujourd'hui, c'est d'abord la détermination des travailleurs et de la population havraise qui doit faire échec à la suppression de 3 000 emplois. C'est pourquoi la section P.S.U. du Havre appelle à la vigilance, elle appelle la population à apporter son appui total à l'action des marins et de leurs organisations syndicales et son soutien actif au Comité de Défense du Paquebot « France ».

La section P.S.U. du Havre ■

mettre aux privilégiés d'une société de profit de mener joyeuse vie sur les océans. Nous luttons exclusivement pour la sauvegarde de l'emploi des marins et autres travailleurs menacés par la disparition brutale du paquebot sans qu'aucune solution de remplacement n'ait été mise en place. (...) Si l'on peut imaginer une société socialiste devant un tel problème, on imagine également qu'un système socialiste autogestionnaire l'aborderait différemment, car il appartiendrait alors aux intéressés de décider collectivement. La question « qui décide ? » se poserait alors au niveau du travail et au niveau des loisirs. Il s'agirait de choi-

rentrée scolaire ou rentrée sociale ?

Comme de coutume
il n'y a que le ministre
pour estimer la rentrée
« réussie ». Il est temps de changer
de coutume.

 12 300 000 élèves (10 millions dans le secteur public, deux dans le privé) sont rentrés en classe le lundi 16 septembre. Pour des milliers de parents, cette rentrée s'est faite sous le signe de la hausse brusque des fournitures scolaires : l'inflation gagne l'école « gratuite »... Pour des milliers d'enseignants non titularisés, c'est l'angoisse du lendemain immédiat : pas d'emploi ; pour les jeunes sortis de l'école cette année, en particulier du technique, pas d'embauche. Pour le gouvernement, c'est une « rentrée réussie ». En effet, on appelle ainsi une rentrée scolaire, celle qui consiste à caser tous les élèves prévus dans un minimum de classes, c'est-à-dire avec des effectifs maxima. Effectivement, de ce point de vue, c'est réussi. Après, on verra. C'est ce qu'on va voir.

Et pourtant, le régime s'est permis de saupoudrer la rentrée de quelques provocations pédagogiques et sociales.

C'est ainsi que pour les 6e, la suppression nominale des filières aboutit à mélanger les élèves de type I et de type II et à recevoir le maximum d'effectifs. Jusque là, les élèves moyens de type II avaient la « chance » (la seule, à vrai dire) d'être dans des classes à effectifs plus légers (moins de 30). Maintenant, on sera partout à 35. Pour un élève en difficulté, c'est encore la meilleure façon de le noyer définitivement. C'est la sélection.

Autre provocation : des titulaires, reçus au CAPES (1) cette année, ont été mis à la disposition des rectorats pour boucher les trous — en lieux et places des auxiliaires — y compris pour des disciplines différentes de leur qualification officielle ! Désormais, les titulaires eux-mêmes, devenus mobiles, n'auront plus la garantie d'emploi dans le poste. On pourrait continuer ainsi : celle-ci, par exemple, qui consiste à annoncer la création dans le primaire de 2 000 postes nouveaux, alors qu'il ne s'agissait en fait que de la régularisation légalement prévue d'une situation qui affecte un nombre bien plus important d'instituteurs (9 000 selon le SNI (2)). Et ainsi de suite.

Les syndicats enseignants ont réagi. Assez brutalement, du moins en parole. Ainsi, *Le Monde* du 13 septembre annonce sur toute une page que « la FEN et la CFDT mobilisent leurs adhérents contre le chômage des auxiliaires ».

Pas de tonus. En réalité, si l'on s'en tient à ce qui se passe à l'intérieur du « ghetto » scolaire, la vérité

force à dire qu'il ne s'y passe pas grand chose : les réunions syndicales sont à la fois relativement suivies et peu dynamiques ; le tonus n'y est pas. L'action est prévue, mais n'est pas lancée : elle doit être précédée de l'information.

Pour sa part, le SGEN-CFDT semble avoir pris plus de risques en couvrant dès la rentrée ses sections locales qui se lanceraient dans l'action. L'avenir dira si cette décision audacieuse, complétée par l'appel à une manifestation parisienne pour le mercredi 25 sur l'auxiliarat, portera ses fruits.

C'est qu'au niveau de la FEN, les freins à l'action sont nombreux : on a tellement habitué les titulaires à ne pas se préoccuper de la « racaille » auxiliaire que, maintenant, lorsqu'on vient leur demander de soutenir les auxiliaires, il y a pour le moins hésitation... D'autre part, coïncé entre la volonté de maintenir la hiérarchie produite par les concours et celle de faire quelque chose pour la garantie d'emploi des auxiliaires, le syndicalisme enseignant a certaines difficultés à établir une perspective nette pour les luttes à venir. De plus, la liaison nécessaire entre la lutte pour l'emploi des auxiliaires et la lutte pour la diminution des effectifs, pour créer de nouveaux postes, suggère des formes nouvelles de lutte, telles la grève du 26e ou du 31e élève... dont on hésite à parler.

Il faut tenir compte aussi du fait que la mobilisation des maîtres auxiliaires est rendue difficile par

leur extrême dispersion géographique — leur isolement — et l'extrême variété de leurs situations, soigneusement entretenue par l'administration bien sûr.

Mais pour mieux apprécier le retard dans la « mise en lutte » des enseignants — et aussi des parents — il suffit de mettre en parallèle la situation actuelle des marins du « France » qui ont pris en main leur outil de travail, soutenus par toute leur corporation et l'opinion publique, et celle des auxiliaires, trois fois plus nombreux, réduits à des actions isolées. Ce qui veut dire que pour les auxiliaires, leur lutte ne prendra véritablement sa véritable signification que s'ils la relient clairement à celles menées par les autres travailleurs sur l'emploi. C'est déjà en route pour le comité des auxiliaires, en liaison avec des intérimaires (voir le bulletin « *Les Hors-la-Loi* ») ; le SGEN-CFDT, du fait de ses liens étroits avec la confédération ouvrière, semble aussi s'orienter dans cette direction. La FEN a du mal à suivre. Or, aujourd'hui, plus que jamais, toute lutte scolaire qui ne veut pas se transformer en lutte sociale est vouée à l'isolement, donc à l'échec. Et ceci est valable aussi bien sur le fond (lutte commune sur l'emploi) que sur la forme (a-t-on vu déjà les travailleurs victimes du chômage se limiter à menacer les patrons ou l'Etat-patron d'une grève de 24 heures sans lendemain pour imposer leurs revendications ?). La rentrée a été sociale, elle n'a pas été scolaire...

Les projets Haby. Après l'abandon du projet Fontanet, on peut se demander ce que nous réserve son successeur... Le ministre actuel avait participé à l'élaboration de la réforme Fontanet : il en reprendra certaines dispositions essentielles, ne serait-ce que l'autonomie des établissements permettant une mainmise plus directe du patronat local...

Plus globalement ce qui caractérise le projet futur, c'est sa volonté de construction d'un système scolaire fondé sur une série de cycles en deux ans ; dès la maternelle : de deux à quatre ans et de quatre à six ans : secteur pour lequel il existe un secrétariat d'Etat et qui laisse prévoir déjà une sélection plus précoce et une privatisation plus rapide. Le primaire est encore peu touché, mais on réfléchira sur le contenu... Le second degré sera découpé en trois phases de deux ans chacune : 6^e / 5^e, 4^e / 3^e, 2nde / 1^{ère}. A l'issue de chaque phase l'élève ayant ou non obtenu un diplôme (contrôle continu) pourra ou devra entrer dans la vie active après une formation professionnelle en un an. Le supérieur, lui aussi doté d'un secrétariat d'Etat, sera également divisé en trois cycles de deux ans, chacun des cycles pouvant ou devant déboucher sur un stage de formation professionnelle contractée par l'entreprise...

Reste posé le problème de l'actuelle terminale : le baccalauréat de fin d'études secondaires se passerait à l'issue de la 1^{ère}, la classe « terminale » se réservant de préparer l'entrée à l'université.

Nous devons souligner aujourd'hui la volonté du pouvoir d'établir une relation de plus en plus directe et de plus en plus précoce entre le système scolaire et la formation professionnelle elle-même contrôlée par le patronat. C'est dire la perspective de rentabilisation, de sélection sociale et de conditionnement idéologique que cela suppose et laisse prévoir. La loi Royer en donne un avant-goût.

Ce qui veut dire très concrètement que la réplique à ce projet ne sera ni la défense crispée du statu-quo, ni même l'élaboration bien paufinée par de multiples spécialistes d'un beau contre-projet ou contre-plan ! Ce qui créera les conditions d'une riposte élargie et efficace à la politique scolaire du pouvoir à tous les niveaux, c'est notre capacité à organiser à tous les niveaux aussi des discussions approfondies avec les organisations ouvrières et populaires sur les problèmes de la formation (initiale, professionnelle ou permanente). Là encore, la lutte sur l'école, contre la politique de formation du pouvoir, sera sociale ou ne sera pas.

Bernard RAVENEL ■



Les enfants
rentrent,
les
travailleurs
sortent

(1) Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second degré.
(2) Syndicat National des Instituteurs (F.E.N.).

vers une grève générale illimitée ?

Giscard veut mettre la télé à son heure : privatisation des profits, socialisation des charges. Mais la machine pourrait bien gripper, si les travailleurs...

 Votée à la veille des vacances, dans une indifférence quasi générale, la loi de démantèlement de l'O.R.T.F., aggravée par ses décrets d'application, personnalisés par les sept P.D.G. récemment nommés, se découvre telle qu'elle était déjà apparue : un instrument redoutable fabriqué par le pouvoir pour porter atteinte à la fois au service public, à ses missions, et au personnel de l'Office. La bataille qui s'engage actuellement, sur le plan syndical, contre l'application des textes promulgués, en vue d'une négociation immédiate et globale, implique de réexaminer la réforme à ces trois niveaux.

Présentée comme une victoire pour le maintien du service public, la loi a été en fait le résultat d'un compromis dont Chirac a pris l'initiative, ainsi d'ailleurs qu'il l'avait déclaré dès le 3 juillet. Ce compromis a instauré — on ne l'a pas assez souligné jusqu'à présent — un partage très clair, très net, aux termes duquel le secteur public est réduit à la 3ème chaîne de télévision, à la Radio et à la diffusion, tandis que le secteur privé pénètre — à visage plus ou moins découvert — aussi bien à la 1ère qu'à la seconde chaîne de télévision, et qu'à la société de production lourde des Buttes-Chaumont.

La comparaison de l'organisation générale des trois chaînes révèle incontestablement ce processus. Alimentée uniquement par la redevance, ne diffusant aucun message publicitaire, la 3ème chaîne se voit confier des missions nationales, des missions régionales et des missions internationales avec les T.O.M.-D.O.M. et l'ex-D.A.E.C. Elle sera la chaîne de la « libre parole » (?) du cinéma et de la régionalisation. Elle constitue le dernier îlot du service public, malgré — ou à cause de — sa diffusion encore limitée sur le territoire national. Le choix de cette chaîne n'est pas le fruit d'un hasard. Elle servira de soupape, d'une part, à la contestation (et dans des limites bien étroites), de vitrine à la liberté

d'expression d'autre part, et (pourquoi pas ?) de support, et en conséquence de source de profit, au cinéma. La nomination de Jean-Charles Edeline comme président de la production lourde des Buttes-Chaumont n'est pas sans signification. N'oublions pas que sous sa présidence l'Union Générale Cinématographique, société nationale, est retournée au secteur privé...

Secteur public encore préservé de la main-mise des intérêts privés : les trois chaînes de radio — en concurrence avec les postes privés périphériques et la diffusion.

Par contre comment parler de service public, en ce qui concerne la 1ère et la seconde Chaîne de Télévision ? Il est évident que quels que soient leurs P.D.G. (et la nomination de Marcel Jullian n'est pas pour nous rassurer...) ces chaînes fonctionneront à plus ou moins brève échéance comme de simples organismes de programmation par l'intermédiaire desquels les sociétés privées de production diffuseront leurs émissions. Alimentées par la publicité, financées par la publicité et par une partie seulement de la redevance, soumises à la concurrence, à la loi du marché, ces deux chaînes seront, en fait, sinon encore en droit, des chaînes privées, avec, pour inconvénient particulier à ce savant système, une dépendance totale du pouvoir politique en matière d'informations et de propagande.

Le « compromis Chirac » constitue donc un cocktail redoutable destiné à faire passer au privé le secteur public de l'audio-visuel, par étapes successives, secteur par secteur.

INFORMER, EDUQUER, DIVERTIR. Comment de telles sociétés pourront-elles remplir la mission légale de l'ex-Office : informer, éduquer, divertir ? Sans jouer les Cassandre, on peut hélas prévoir que la programmation des deux principales chaînes de télévision

sera basée essentiellement sur les sports, les variétés et les feuilletons, à l'exception de quelques productions de prestige, coûteuses et rares, destinées à faire valoir le reste. Soumises à la loi de la concurrence, aux résultats des indices d'écoute, à la pression des annonceurs de publicité, entièrement dépendantes, en outre, du ministère des Finances, les deux sociétés « nationales » (?) de télévision rempliront parfaitement bien les objectifs du capitalisme monopolistique d'Etat : privatisation du profit et socialisation des charges. Elles joueront leur rôle d'appareil idéologique de la classe dominante : de la « télévision de l'insignifiance », caractérisée naguère par Jacques Thibaut on va passer rapidement à la télévision à l'américaine, dont le modèle est l'émission commerciale, vite faite, standard, peu coûteuse, reflet fidèle de la société de profit et de consommation, projetée entre deux messages publicitaires. Une libéralisation de façade — dans le domaine des mœurs notamment — correspondra à un asservissement total à l'idéologie de la grande bourgeoisie, telle qu'elle peut maintenant s'exprimer dans le « système V.G.E. »

LOURDES CONSEQUENCES. L'application de la loi entraîne des

conséquences extrêmement graves pour le personnel de l'Office : changement d'affectation, de fonction, déclassement, mutations impliquant des changements de résidence, perte du droit de grève pour la quasi-totalité des agents, spoliation pour certains, licenciements pour d'autres, et pour tous perte des droits acquis.

Dans l'immédiat, les premières victimes sont les fonctionnaires — 5 à 800 — renvoyés sans appel dans la fonction publique, les agents de la redevance — 1 100 — affectés dans un corps parallèle dépendant du ministère des Finances, les agents âgés de plus de 60 ans — 450 — mis en « position spéciale » : privés brutalement de leur travail ils vont perdre en moyenne 50 à 60 % de leur salaire, sans pouvoir s'inscrire au chômage ni retravailler à l'extérieur. En outre, tous les occasionnels, les pigistes à contrat à durée déterminée sont licenciés, 3 à 400 licenciements sont déjà intervenus, 6 à 700 restent à régler.

La commission de répartition du personnel qui doit siéger à partir du 15 octobre répartira-t-elle tous les statutaires ? L'inquiétude règne... le décret d'application ne prévoit-il pas « l'éventualité d'un plan de déchargement » ?

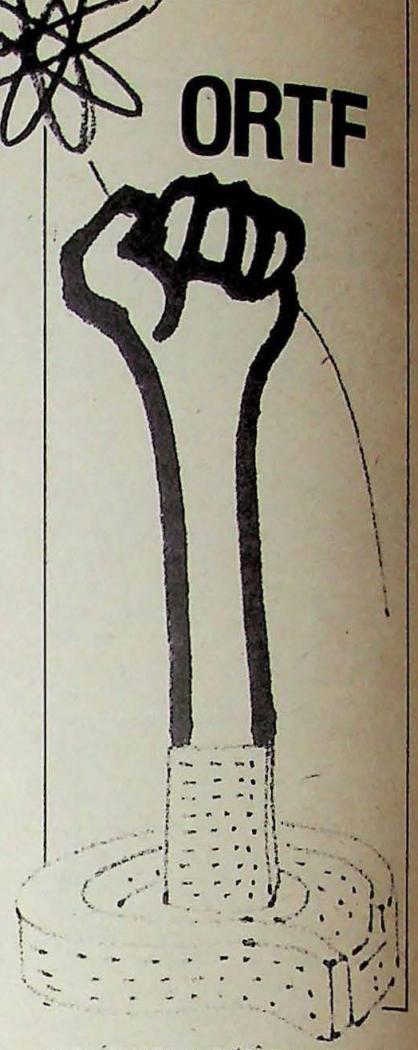
bientôt un livre blanc...

● La défense du « monopole », la lutte contre le démantèlement de l'ORTF, c'est bien. Mais est-ce une réponse suffisante à la politique du pouvoir ? C'est à partir de cette prise de conscience qu'un groupe de travail PSU composé pour les trois quarts de travailleurs de l'Office a entrepris de se constituer et de travailler à la rédaction d'un « Livre Blanc » sur l'audiovisuel.

Elargi aux sympathisants du parti, ce groupe joue le rôle d'une commission spécialisée : chacune de ses réunions commence par un tour d'horizon sur la situation à l'intérieur de l'Office et les intentions prêtées au gouvernement. Il peut préparer les interventions du Bureau national sur les problèmes de l'audiovisuel ; il est amené à représenter le parti aux instances collectives de la gauche. Mais s'est donné surtout pour tâche de reflé-

chir à l'articulation entre les problèmes syndicaux des personnels de l'Office et les questions que pose la création d'un service public de l'audiovisuel, dans le cadre d'une phase de transition vers le socialisme.

Le plan adopté pour le Livre Blanc reflète cette problématique : dans une première partie, il se propose de faire le bilan de la RTF puis de l'ORTF sous la cinquième république, en insistant sur la dernière réforme en date, celle qui fait disparaître l'Office ; dans une seconde partie, il veut tracer les grandes lignes d'un service public de l'audiovisuel (missions, moyens, organisation) ; enfin, il compte présenter et discuter les objectifs de lutte actuels, retenus à la fois dans la perspective de la défense des « acquis » et dans celle de l'évolution vers une réforme de gauche. ■



Tels sont les effets immédiats de l'application de la loi. A court terme, les syndicats prévoient, du fait de l'abolition des statuts, des protocoles, des conventions, de difficiles négociations pour l'établissement de nouvelles conventions, établissement par établissement. Tous les droits acquis : commissions paritaires d'avancement, œuvres sociales... vont être remis en cause. A moyen terme, les syndicats redoutent des licenciements massifs par la liquidation de secteurs entiers de l'O.R.T.F. : production lourde, orchestres, diffusion, études et création...

LES OBJECTIFS SYNDICAUX.

L'Intersyndicale de l'O.R.T.F., devant la gravité de la situation, appelle, dans l'unité, tous les travailleurs de l'Office à se rassembler sur des objectifs précis :

— maintien du plein emploi et reclassement de tous les agents de l'Office, quel que soit leur statut.

— maintien des droits acquis et maintien du statut unique, avec reconduction intégrale de l'ensemble des garanties statutaires actuelles pour tous.

— annulation des licenciements intervenus ou en cours et réintégration des agents concernés.



— refus des mesures de spoliation frappant les agents de plus de 60 ans, des déclassements des agents de la redevance, des mutations arbitraires.

L'Intersyndicale se fixe pour objectif d'obtenir une négociation immédiate et globale débouchant sur des solutions concrètes et positives. Elle ne peut, dans l'état actuel, engager la bataille sur la loi elle-même, mais seulement sur les conséquences pour le personnel de l'Office de l'application de cette loi. La grande majorité des travailleurs de l'Office est prête à déclencher l'action allant jusqu'à la grève générale et illimitée, si la négociation

exigée ne s'ouvre pas ou échoue. Aux termes de leur réunion du 20 septembre, les partis de gauche, P.C.-P.S. et P.S.U. ainsi que les Confédérations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. soutiennent ces revendications, liées à la défense de l'emploi et à la dénonciation de la politique générale de Giscard. Résolus à se battre les travailleurs de l'Office sont cependant conscients des conditions particulières de la poursuite d'une grève générale dans un secteur où le Pouvoir ne manquerait pas d'utiliser tous les moyens pour y faire face (alimentation des réseaux grâce aux émissions en stock, journaux d'informations assurés par des « jaunes » comme en 1968, lock-out et réembauchage individuel).

Il est, en tous cas, essentiel que le combat des travailleurs de l'Office soit compris, et en conséquence, soutenu par l'ensemble des forces populaires et par les organisations politiques de gauche et d'extrême-gauche. Porter atteinte à leurs droits, c'est porter atteinte aussi au droit de chacun à l'information, à la culture, au divertissement. Les défendre contre le Pouvoir, c'est engager la première phase de l'action pour la création d'un véritable service public de l'audio-visuel. Nous sommes tous concernés.

Roger DOSSE ■

la retraite du gros Léon

● « A 20 h 16, dans le studio surchauffé, dont les lampes, enfin, vont s'éteindre, je suis effondré, anéanti. Pire : malheureux. Quel gouffre, Seigneur, entre ce que je voulais réussir et ce à quoi je suis parvenu ».

Brave Léon Zitronne. A l'entendre nous administrer chaque soir la morale de M. Prudhomme, à le voir prendre des airs tour à tour importants, respectueux, affligés ou plaisants, on a peine à imaginer le bonhomme poursuivi par le doute, hanté par l'échec. Il ne lui faut pas moins de trois cents soixante treize pages et d'un titre alléchant — « Le Téléjournaliste » — pour nous dire qu'il a besoin d'être plaint et aimé, que sa femme est parfaite, ses enfants « comme les autres », et lui incorrigiblement fier de faire le pitre involontaire sur les écrans, de jongler avec les maximes et les bons mots, d'être aussi à l'aise au milieu des catastrophes naturelles que lors des présentations de pouliches, de fréquenter les « grands de ce monde », de manger dans la main de Pompidou et de se cacher sous la table de Brejnev... Et les chapitres se succèdent comme des chromos : Que d'écrans pour un défilé ! — Indice de satisfaction : 96 % — Churchill et la Jarretière — Il s'agit de s'entendre — Toujours prêts à partir — Les secondes sont chères — Les minutes comptent double — Mon image et le public — ...

(1) Léon Zitronne, « Le Téléjournaliste », (R. Laffont).



Ah, cher public, que de crimes Zitronne commet en ton nom ! 373 pages pour avouer, finalement, avec une exquise candeur qu'il s'est inspiré pour rédiger une partie du livre, de son ouvrage d'il y a dix ans « Ouvrez le poste ». Et pour nous asséner la litanie de ses quinze ans d'exploits télévisés : cinq heures avec le Roi des Belges, deux tête-à-tête avec le camarade Khrouchtchev ; Cannes, avec ses « amis », Sophia Loren, Alain Delon et Raymond Roi (celui qui vient d'être condamné pour abus de confiance) ; « Intervilles », avec son ami Guy Lux, « grand bonhomme de l'audio-visuel » ; les innombrables princes et princesses et leurs « modernes comtes de fée » ; les Jeux Olympiques (avec extinction de voix à la clé) ; la série des grandes obsèques, et des défilés du 14 juillet ; « sa » grève en 1968 (quatre lignes pour dire qu'on l'a méchamment écarté du journal télévisé pendant quinze mois, mais que, grâce à la confiance maintenue de Marcel Dassault —

« un grand ingénieur et un grand Monsieur » — il a pu tenir...) ; et de nouveau, l'URSS, Farah Diba, Pompidou sous toutes les coutures, Persépolis, le patinage, les courses toujours, les premières phrases échangées avec le Président Giscard, et — pour 1975 — un « tournant » qu'il ne veut pas rater : « On songerait à m'offrir certaines responsabilités, mais je ne suis pas absolument sûr de les vouloir... »

Encore merci ! Voilà ! Léon tel qu'en lui-même, décidément la renommée ne le change guère. « On me prend pour un homme sérieux », convient-il après mûre réflexion. Mais sa popularité le laisse « rêveur ». Non, il ne songe pas vraiment à se présenter à la présidence de la République. Désarmante candeur d'un journaliste dépourvu — quoi qu'il en dise — de tout commencement de sens critique et qui ne parvient pas à discerner l'essentiel : ce Guy Lux de l'information, qui a fait carrière avec, dans, sous, et grâce à la Cinquième République, va sans doute être désarmé — « dégraissé », disent aujourd'hui les énarques de l'ORTF — à l'orée de la Sixième : sa grosse bonhomie paternaliste ne fait plus l'affaire de la société semi-permissive et pseudo-moderniste dont les futurs établissements de radio et télévision devront donner le ton.

A leur manière donc, qui alliait la suffisance à la légèreté, et pour finir, à l'incompétence, les Zitronne ont tué l'ORTF bien mieux que tous les réformateurs de passage. Encore merci, Léon.

Philippe MARIELLE ■

sur vol

— Dans le secteur du bâtiment et de la construction, l'encadrement du crédit a fait des ravages. Les patrons ne veulent prendre aucun risque. Chez Guiraudie-Aufèvre à Sotteville (76) la menace de réduction d'effectifs touche 650 travailleurs qui ont déjà fait 24 h de grève. La SOACO à Orsay (91) annonce la réduction de 50 % de ses activités... et par conséquent de son personnel : 600 salariés vont être licenciés. La moitié des ouvriers de l'entreprise PRODILOG (77) vont eux aussi être licenciés. Le bâtiment va mal. Enfin le comble, la Banque de la construction et des travaux est victime de l'encadrement du crédit : 110 employés sont licenciés.

— Dans le textile, la Lainière de Roubaix réduit les horaires de travail. A Valence (Drome), La société Rhodanienne de tricotage a 28 petits millions de découvert à la banque. 127 ouvrières se retrouvent sans emploi.

— L'entreprise d'ameublement Manuest (Vosges) connaît pour sa part un trou de 500 millions. L'em-ploi de 650 travailleurs est menacé.

— Pas brillant non plus dans l'imprimerie. La S.S.B. à St-Ouen est en liquidation judiciaire. 50 salariés vont être licenciés. Quant à l'imprimerie Néogravure (6 000 salariés) le plan de réorganisation va mettre au chômage 1 400 travailleurs.

— Encore des problèmes dans l'horlogerie. L'entreprise Lépée à Montbéliard connaît des difficultés financières. 420 travailleurs dont 350 femmes feront les frais de la fermeture envisagée.

— On ferme aussi à Mantes (78) l'usine des biscottes Gringoire. 164 licenciements.

— La Quincallerie Raimbault à Cholet (49) dépose son bilan et par la même occasion ses 60 salariés.

— En Loire-Atlantique les engins de levage Konigcebi manquent de crédit. 45 travailleurs sur 110 seront obligés d'en demander chez leur épicier.

— A Angoulême, « La prairie », fabricant bien connu de matériel de camping va fermer quelques-uns de ses secteurs de matériel de loisirs. 260 travailleurs sont en grève depuis plus d'un mois pour s'opposer aux licenciements de 130 d'entre eux. Cette réduction d'effectifs est décidée par le groupe suisse Bayer qui contrôle l'entreprise.

— Pour sa part, la Thomson vient de décider de se passer des services de 98 travailleurs de l'entreprise métallurgiques Aréna. La Thomson vient de racheter cette affaire.

— Les eaux de Vittel procèdent à des licenciements camouflés en ne renouvelant pas une centaine de contrats.

— Situation difficile dans le Var. A Toulon l'entreprise de confection Buda (la plus importante après l'arsenal) annonce 60 licenciements malgré la riposte des travailleurs. 100 licenciements annoncés chez Séries et 60 à la Clinique de Provence.

— Dans le même temps, l'Agence Nationale pour l'emploi de Paris organise une quinzaine d'information pour les jeunes. Nous versions au dossier la modeste énumération ci-dessus. On ne voudrait pas que les jeunes aient une mauvaise impression de la situation.

Au moment même où paraît ce premier numéro de TS nouvelle formule, sort un supplément commun à TS, Le poing et la rose, et Objectif socialiste que nos abonnés recevront, que nos autres lecteurs pourront se procurer auprès des militants du PSU. Ce numéro contient deux choses : le texte intégral du « projet de société » rédigé et adopté par la Commission d'organisation des Assises pour le socialisme d'une part. D'autre part, la liste des carrefours « militer pour le socialisme », le fil conducteur du questionnaire, et deux questionnaires complets, à titre d'exemple : sur l'entreprise et sur le cadre de vie.

Ces documents préparatoires aux Assises sont évidemment indispensables pour qui veut comprendre la nature et l'importance des enjeux de ce qui va se dérouler à Paris, les 11 et 12 octobre prochains sous le nom d'« Assises pour le socialisme ». Ils sont tout aussi indispensables, pour les militants du PSU qui entendent prendre leur part, toute leur part, au débat interne engagé en ce moment dans le parti et qui trouvera une première sanction au cours du Conseil national du PSU à Orléans, les 5 et 6 octobre.

Cet article n'a pas pour but d'interférer dans ce débat interne : les textes en présence ont paru dans le TS spécial de la semaine dernière, et le choix personnel du signataire de ces lignes est connu. Il n'a pour ambition que d'essayer de répondre aux questions que peuvent se poser, au sujet de ces Assises, de leur préparation, et de leur déroulement, les lecteurs de TS.

Bernard LANGLOIS ■

les Assises du socialisme

1 — Quel a été le processus qui a conduit à la décision de réunir ces Assises ?

Un simple rappel historique : le 24 mai aux lendemains des élections présidentielles, François Mitterrand, le candidat de la gauche, lance un appel : « Notre tâche aujourd'hui est de prendre les dispositions utiles pour que ceux qui se situent dans une perspective socialiste aient les moyens de lutter de manière concertée (...). Je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront avant de repartir ensemble vers l'étape nouvelle » (TS 621).

Le 26 mai, la DPN du PSU adoptait dans sa majorité (46 contre 18 et 6 abstentions) une résolution qui disait notamment : « (il est nécessaire de) donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur, pour en faire la base même de la mobilisation populaire (...) (il est nécessaire de) créer les conditions d'une force politique puissante et crédible, avec l'appui des forces militantes (politiques et syndicales) qui se réunissent autour de cette perspective : ces forces sont aujourd'hui dispersées au sein de la CFDT, du PSU, du PS, et de divers groupes ou mouvements. Leur effort peut se coordonner pour entraîner derrière elles un grand nombre de ceux qui se sont sentis engagés par la campagne récente, mais hésitent à rejoindre telle ou telle formation politique (...). Une rencontre des forces socialistes pourrait être efficace, si elle permettait de jeter les bases d'une action et d'une organisation de masse fondée sur une action militante étroitement liée aux luttes sociales. Un groupe préparatoire apparaît indispensable pour définir la nature et les conditions d'une telle rencontre » (TS 621).

Élément positif. Le lendemain, 27 mai, le BN de la CFDT déclarait : « Le BN de la CFDT considère comme un élément positif l'appel lancé par François Mitterrand pour une restructuration politique du mouvement socialiste sur la base d'un projet commun de société. Il note avec intérêt la position voisine prise dès maintenant par le PSU, ainsi que par d'autres groupes d'inspiration socialiste. Cette volonté commune correspond à la stratégie d'union des forces populaires préconisée par la CFDT. Nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale à tous les niveaux, tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser, autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socia-

liste dont le mouvement ouvrier français a besoin » (TS 621).

Le 11 juin enfin, un appel paraissait dans la presse, « pour participer au développement d'une grande force socialiste ». Il était signé d'une centaine de militants syndicaux, ou engagés dans divers mouvements (GAM, Objectif Socialiste, Vie Nouvelle, etc.) et de personnalité engagées dans le combat anticapitaliste comme René Dumont ou Robert Lafont.

Cet appel disait notamment : « Militants syndicaux, militants d'organisations agissant sur les terrains de la consommation, de la culture, du cadre de vie, de la vie locale, nous ne sommes pas, pour la plupart, actuellement adhérents à un parti politique, aucune formation ne nous paraissant réunir à la fois l'ensemble des conditions et des moyens nécessaires à (des) transformations fondamentales. Pourtant la nécessité d'une force socialiste puissante et populaire, insérée dans toutes les luttes sociales dans et hors de l'entreprise, et capable d'être un pôle de rassemblement autour d'un projet socialiste fondé sur l'autogestion nous apparaît plus urgente que jamais ».

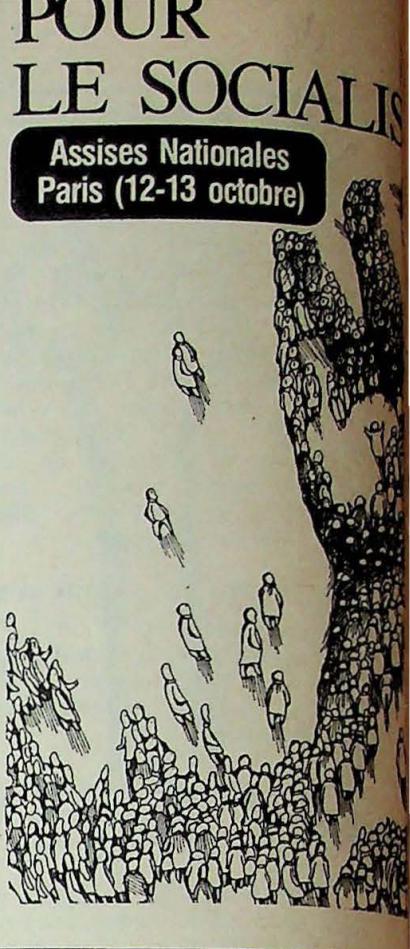
« Le sens de cet appel est donc clair : il est de permettre, que se préparent, avec les meilleures chances pour l'avenir, des assises nationales du socialisme qui contribueront autour d'un projet commun de société, à la constitution d'une force politique cohérente ». (TS 623)

15 000 signatures. Cet appel a été signé par la suite par environ 15 000 militants. Ces militants forment ensemble ce que l'on appelle la 3e composante.

Voilà pour le rappel historique. Un commentaire :

1) La perspective organisationnelle est belle et bien inscrite dans chacune de ces propositions : les Assises ne se réduisent pas à un simple colloque, comme la gauche en a connu beaucoup. Il s'agit bien d'une étape qui devrait avoir un prolongement.

2) Cette perspective organisationnelle est belle et bien soumise à des conditions, à la fois politiques (un projet de société commun fondé sur l'autogestion, une stratégie pour mettre en œuvre ce projet) et militante (une volonté d'action liée aux luttes sociales). Les Assises consti-



« Nous sommes un à penser que l'avenir en France se joue »

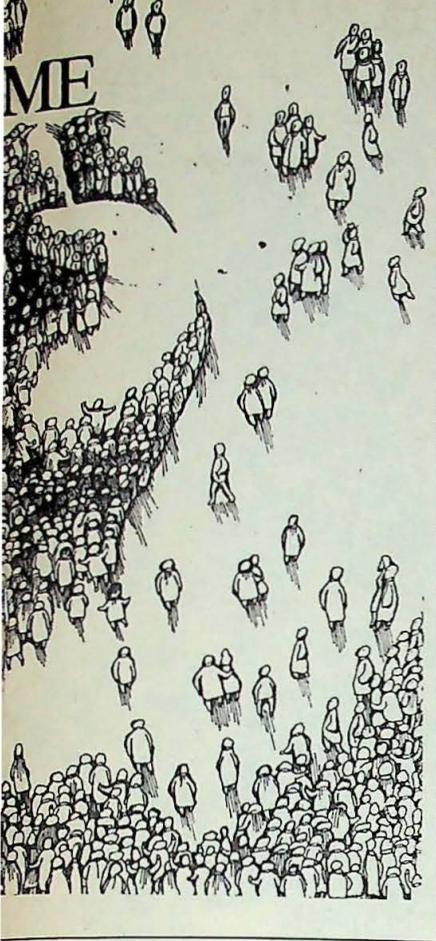
tuent donc le point de passage obligatoire où doivent se vérifier, pour chacune des composantes, que ces conditions existent réellement.

2 — Comment les structures mises en place aux Assises ? Quel est

Chaque composante a désigné une délégation. Des groupes de travail tri-partites se sont consacrés pendant tout l'été à la préparation politique et matérielle des Assises.

Deux axes, correspondant au mandat reçu par chacune des délégations : l'élaboration d'un texte (le projet de société « Pour le socialisme ») et la préparation des carrefours « militer pour le socialisme ».

En commun. Le texte : chacun peut aujourd'hui juger de son contenu. 28 pages dactylographiées, trois parties : une analyse de la situation du capitalisme (« Une société dans l'impasse »), le projet de société proprement dit (« le socialisme à l'ordre du jour ») et une troisième partie stratégique (« une stratégie pour vaincre »). A chacun d'en faire l'analyse, sans perdre de vue qu'il s'agit d'un texte adopté en commun par les trois composantes — et donc que des compromis ont dû être passés. Les militants du PSU notamment auront à apprécier la nature de ces compromis — et s'ils leur paraissent acceptables, ou si au contraire ils jugent que leur délégation a trahi le mandat qu'elle avait reçu et la ligne du Manifeste de Toulouse. Il faudra notamment juger de la solidité et de la clarté de son choix autogestionnaire.



où, quand, comment...

tes menées sur le terrain, sur la question du rôle du parti politique dans la conduite de ces luttes et leur coordination. Ce questionnaire est, bien entendu, indicatif. Il doit servir à la préparation décentralisée des Assises dont dépend pour une bonne part la richesse des débats des 11 et 12 octobre (cf. encadré). Les carrefours auront lieu tout l'après-midi du samedi. Ils feront l'objet de rapports au cours de l'AG finale de dimanche après-midi.

Pas le choix. En ce qui concerne l'organisation matérielle des Assises, prévenons tout de suite les interprétations fallacieuses. Les Assises vont se dérouler au *PLM St-Jacques*, Bd St-Jacques à Paris. C'est luxueux, du style verre-acier-moquette et correspond peu à l'idée que nous nous faisons tous du socialisme à construire. Mais nous n'avons pas eu le choix, aucun autre lieu à Paris ne convenant ou n'étant libre (nécessité d'une grande salle

de 1 500 personnes pour les AG et d'une quinzaine de salles de commissions). Nous avons eu l'espoir un moment de pouvoir utiliser la Cartoucherie de Vincennes, plus « parlante » symboliquement, et se prêtant mieux à une animation : cela n'a pas été possible. Nous le regrettons.

Les Assises ne seront ouvertes qu'aux militants dûment invités par la composante à laquelle ils appartiennent : là encore, raisons matérielles évidentes. Le samedi soir aura lieu en revanche, à Cachan, sous un chapiteau, une fête populaire actuellement en cours de préparation, qui sera ouverte à tous.

Après les Assises paraîtra chez Stock un livre-bilan (qui servira aussi à financer l'ensemble de l'opération). Ce livre contiendra, outre le projet de société, les textes des principales déclarations, et les rapports des carrefours « militer pour le socialisme ».

3 — Il a été question dans la presse d'une quatrième composante. Qu'en est-il exactement ?

La réponse est tout à fait claire : les Assises du socialisme sont l'affaire de trois composantes engagées dans leur préparation — et exclusivement. Certaines personnalités appartenant au centre gauche ou à la gauche du gaullisme ont pu paraître tentées de jouer un rôle dans la rencontre qui se prépare. Elles ont pu trouver des alliés ici ou là. Mais le comité d'organisation a pris là-dessus une position sans ambiguïtés : libre à ces personnalités d'adhérer à l'une ou l'autre formation engagées, ou de signer l'appel du 11 juin... C'est dire assez clairement qu'il ne sau-

rait y avoir une quatrième force participant en tant que telle aux Assises. En revanche, un statut d'observateur a été prévu — pour les partis politiques non engagés, pour les syndicats, pour les organisations de masse, voire pour telle ou telle personnalité qui exprimerait le désir d'assister aux Assises et obtiendrait l'accord des trois composantes. C'est strictement tout.

D'une façon plus générale d'ailleurs, il est bon de préciser un certain nombre de choses en ce qui concerne l'image des Assises que peut donner actuellement la presse.

Le travail des journalistes est difficile : ils sentent bien que quelque chose d'important est en train de se préparer. Mais la nécessaire discrétion dans laquelle s'est déroulée toute cette préparation pendant l'été leur laisse peu d'éléments pour traiter du sujet : il ne pouvait être question — par exemple — de laisser filtrer des bribes du texte « projet de société » alors même qu'il était en cours de discussion.

La tentation devient grande alors de jouer à la politique-fiction en imaginant plus ou moins le type de dialogue et de tractations pouvant se dérouler entre telle ou telle personnalité appartenant à l'une ou l'autre composante. La personnalisation

excessive de la vie politique française favorisant cette démarche, qui trouve par ailleurs à s'alimenter auprès d'éléments mal informés (parce que ne participant directement aux discussions) ou mal intentionnés (il n'est un secret pour personne que ces Assises rencontrent de fortes réticences, pour des raisons diverses, tant à l'intérieur du PSU que du PS). La préparation des Assises se trouve ainsi résumée en une succession d'intrigues, de complots et de marchandages secrets entre leaders réglant le problème de la confrontation de leurs intérêts personnels. Tout cela est parfaitement dérisoire et grotesque.

des assises décentralisées

● La préparation à la base des Assises pour le socialisme nous paraissent être une des conditions essentielles de leur succès. Cette préparation est d'ores et déjà largement engagée, sous des formes variées : au niveau d'une entreprise (PTT Bureaux-gares, Berlet, ORTF, etc.) ou d'une entité économique (mines de fer de Lorraine), d'un arrondissement de Paris, ou d'une ville, ou d'un département, voire d'une région comme à Toulouse, où les Assises régionales Midi-Pyrénées ont elles-mêmes été préparées en commun dans les boîtes (SNIAS, CII, ONIA, etc.). Quelques dates.

- 27 septembre : Assises Isère ;
- 28 septembre : Assises Bouches du Rhône, Lorraine, Ile et Vilaine, Loire ;
- 28/29 septembre : Assises Midi-Pyrénées ;
- 29 septembre : Assises Loiret, Savoie ;
- 5 octobre : Assises Loire Atlantique, Paris 7ème, Haute-Normandie.

Prévues : en Côte d'Or, Calvados, Manches, Saône et Loire, Côtes du Nord, Gironde, Puy de Dôme, Paris, Val d'Oise, Yvelines etc.

Espérons que la publication des textes et la possibilité maintenant ouverte de « juger sur pièces » permettra à un certain nombre de nos confrères d'avoir une vision plus saine de l'événement...

Avenir. Les Assises nationales pour le socialisme vont avoir lieu. Elles sont d'une importance considérable : par les forces qu'elles réunissent d'une part. Mais aussi, et surtout, par la capacité d'entraînement qu'elles pourront avoir.

Nous sommes un certain nombre à penser que l'avenir du socialisme en France se joue en ce moment. Cela mériterait bien quelques explications, et cela appelle les réflexions et les interventions de nos lecteurs. Sur ce point, le débat se poursuivra dans TS et dans le Parti.

B.L. ■

militer pour le socialisme

● Douze carrefours, correspondant à autant de secteurs d'intervention : entreprise - paysans - cadre de vie - consommation et modèle de développement - éducation, formation, culture - santé - armée - police, justice - information, communication - région, aménagement du territoire, droit à la différence - femmes - travailleurs immigrés.

Chacun de ces carrefours fait l'objet d'un questionnaire détaillé que l'on peut se procurer aux éditions Syros.

certain nombre
ir du socialisme
en ce moment... »

Toute discussion purement organisationnelle ne peut être envisagée que par la suite comme l'a rappelé à deux reprises la DPN du PSU.

t travaillé pendant l'été les
place pour l'organisation des
e résultat de leurs travaux ?

Le texte fera l'objet, aux Assises, d'un certain nombre d'interventions (une dizaine au plus) en AG et d'une discussion approfondie en AG éclatées (une quinzaine, regroupant une centaine de militants chacune). Il pourra être par la suite, et compte tenu de ces discussions, amendé et enrichi.

Les carrefours : leur importance est, bien entendu, primordiale. Un texte théorique, aussi satisfaisant soit-il, n'est rien s'il ne s'appuie pas sur une pratique militante. Le comité d'organisation a prévu douze carrefours (cf. encadré). On notera qu'il y a deux carrefours spécifiques : femmes et immigrés, correspondant à deux catégories de la population dont l'engagement pour le socialisme se heurte à des difficultés spécifiques. Il va de soi que les femmes et les travailleurs immigrés n'ont pas pour autant à être exclus des autres carrefours.

Pour faciliter la tenue de ces carrefours et leur cohérence, un questionnaire assez détaillé a été conçu pour chacun d'eux, à partir d'un même fil conducteur, dont la démarche consiste à partir de la réalité de l'exploitation et de la domination capitalistes telles qu'elles sont perçues par les travailleurs pour déboucher, au travers des lut-

les aveux américains

● Lorsque le président Ford a avoué que les Etats-Unis étaient intervenus au Chili pour aider les partis et les journaux hostiles à l'Unité Populaire, c'était surtout pour mettre un terme à une série de révélations qui, depuis une semaine, venaient confirmer ce que tous soupçonnaient sur le rôle de la CIA et des autres services de renseignements américains dans la chute du gouvernement Allende. Son opération « *black-out* » a d'ailleurs partiellement réussi puisque les leaders démocrates du Congrès se sont joints à lui pour étouffer, au nom de la sécurité nationale, les velléités d'enquête qui avaient pu naître chez certains sénateurs plus naïfs ou moins cyniques que le reste de leurs collègues.

Il ressort de ces diverses révélations trois éléments essentiels :

— les Etats-Unis ont dépensé 8 millions de dollars entre 1970 et 1973, pour mettre en œuvre leur politique de « *destabilisation* » du gouvernement de l'Unité Populaire — dont un million pour le seul mois décisif d'août 1973. Cette somme peut paraître insignifiante, mais au regard des prêts que les Etats-Unis continuaient, pour la façade, à ac-

border au Chili (6 millions de dollars), elle est considérable.

— ces fonds ont servi à financer, outre le parti conservateur, les chrétiens-démocrates, le groupe fasciste *Patrie et Liberté* et des journaux ou des stations de radio d'opposition (*El Mercurio*), la grève des transporteurs routiers et celle des petits commerçants, et notamment leur a permis de tenir pendant l'été 1973.

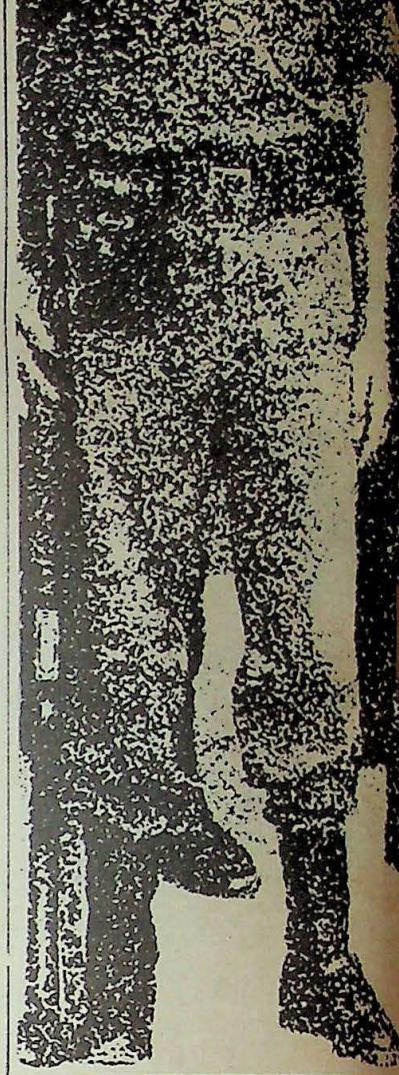
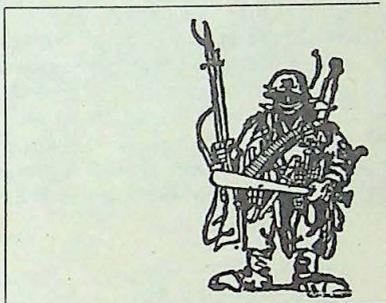
— la décision d'appliquer cette politique d'étranglement économique et d'appui à la subversion intérieure a été prise au niveau de la Maison Blanche, par Henry Kissinger lui-même (comme nous l'avions annoncé dans *Tribune socialiste* du 7 mars 1973). C'est la direction elle-même du Conseil National de Sécurité des Etats-Unis — le « *Comité des Quarante* » — qui a mis en œuvre cette politique que Kissinger tenait pour essentielle, étant donné les répercussions de l'expérience chilienne en France et en Italie.

Ceci dit, si ces révélations surviennent à ce moment précis, c'est davantage pour des raisons de politique intérieure américaine que par souci de justice à l'égard du peuple chilien. Le député démocrate respon-

sable de ces fuites, Michael Harrington, a des ambitions électorales du côté du poste de gouverneur du Massachusetts et les leaders démocrates ont dû estimer qu'après le fiasco de Chypre, ils trouveraient là une bonne occasion non pas de renverser Kissinger, mais de lui remettre la bride sur le cou.

Le directeur de la CIA, William Colby, continue pour sa part à démentir que ses services aient provoqué la chute du gouvernement Allende : « *Nous n'avons pas contribué à la chute du gouvernement chilien, déclarait-il récemment, et d'abord ce n'était pas un régime démocratique.* » Ce qui revient à peu près à dire : « *Ce n'est pas moi qui aie tué cet homme, et de toute façon, ce n'était pas avec un revolver...* »

JFM. ■



qui a dit ?

● « (...) Les événements du Chili amènent à rappeler l'importance de savoir défendre les conquêtes révolutionnaires et la nécessité fondamentale d'être préparés à changer rapidement les formes de luttes pacifiques et non pacifiques et d'être capables de répondre par la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. (...) La garantie du développement

En un an, la dictature n'a pas eu raison du peuple chilien. Mais aurait-elle déjà lassé la solidarité internationale ? Quelle voie pour les Chiliens ?

● Triste anniversaire que ce 11 septembre qui marque la première année de la dictature au Chili. Un an de souffrance indescriptible avec, pour le peuple chilien, la seule compensation d'une perspective trop lointaine de libération. Car cet anniversaire a moins couronné — si l'on ose dire — la lutte de la résistance qu'il n'a, en quelque sorte, consacré Pinochet et ses gorilles comme maîtres du pays, fussent-ils sanguinaires.

Cinq mille personnes à Paris pour ce 14 septembre, faut-il épiloguer ? Pas davantage, nous attarderons-nous sur les désaccords, voire les divergences, qui altèrent l'unité de la résistance et de la solidarité. Seules la répression et les impératifs de la survie dans ce Chili exsangue ne permettent pas les dispersions d'énergies en querelles de boutiques. Enfin, on voudrait le croire, alors que les récentes déclarations de Jaime Gazmuri, secrétaire général du MAPU-OC (1), resté au Chili, nous en dissuadent. Celui-ci en effet (*Le Monde* du 17 septembre) attribue la raison de l'incapacité de l'unité populaire à « *mettre sur pied une direction unique cohérente* » aux « *conceptions et la pratique des révolutionnaires gauchistes petits-bourgeois* » dont le « *verbalisme révolutionnaire a effrayé les*

le MAPU pour

secteurs de l'armée les moins portés spontanément à s'éloigner de nous »... Faut-il en tirer des conclusions quant aux chances de la résistance d'affronter unie et forte l'ennemi fasciste ?

Voici comment un membre de la commission politique du MAPU rencontré récemment à Buenos-Aires par un camarade du PSU, résume l'actuelle situation au Chili et conçoit la lutte contre les fascistes :

La classe ouvrière et le peuple — en général — les plus touchés — disposent aujourd'hui des meilleures conditions d'alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie pour une lutte commune contre la dictature. On peut prévoir l'augmentation

- de la détérioration de la situation économique ;
- des contradictions à l'intérieur du gouvernement et des forces armées ;
- de l'opposition bourgeoise à la dictature ;
- de l'organisation et de la coordination des partis populaires et progressistes.

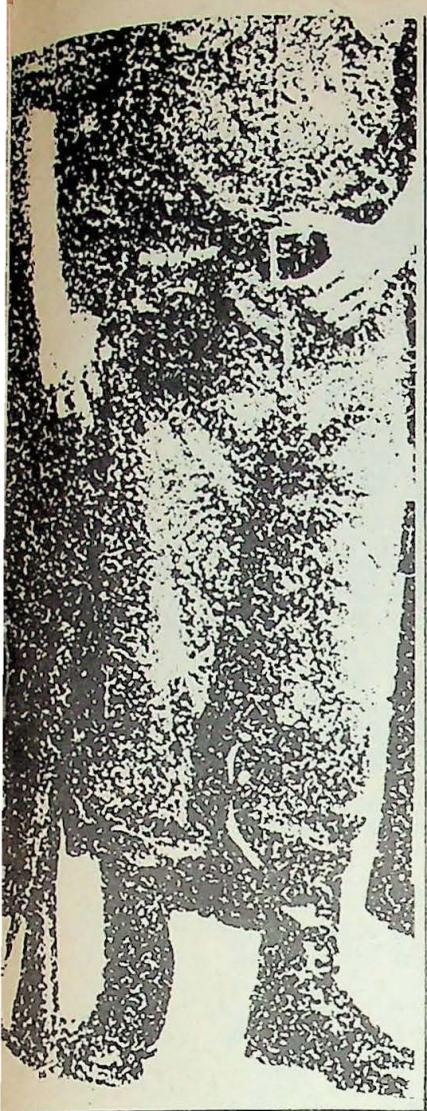
« On peut conclure à l'existence d'une crise politique en gestation.

Son arrivée et son utilisation dépendent de la classe ouvrière et du peuple.

Crise politique.

« La dictature ne peut faire marche arrière et retrouver l'appui des secteurs qu'elle a perdus, ce qui lui aurait donné une stabilité à long terme, soit un régime véritablement fasciste (organisation économique, encadrement du mouvement de masse), soit une politique nationale à la péruvienne, qui n'est plus possible actuellement. La junte n'est pas disposée à payer le prix que nécessiterait un redressement (reconnaissance publique de l'échec...). Tout changement est improbable. Au contraire, la dictature se durcira, attribuant ses échecs à l'obstruction faite par l'opposition. Elle utilisera la répression pour tenter de résoudre les problèmes nés de la situation qu'on vient d'analyser. Elle tentera d'autres mesures administratives, ce qui augmentera la désorganisation de la machine gouvernementale, précipitera sa décomposition, fera croître l'opposition bourgeoise.

« Le mouvement de résistance se développe sur la base de la construction de comités de résistance, qui soient le germe d'un pou-



COMLOT ITT : un coup pour les gorilles chiliens

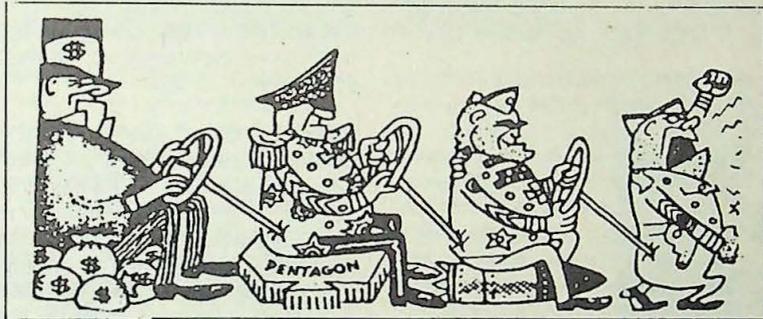
« La politique intérieure des Etats-Unis devient un facteur de la politique étrangère du Chili et des autres peuples », a notamment déclaré Armando Uribe lors de la conférence de presse donnée au PSU à l'occasion de la parution chez Syros du livre « Chili : les documents du complot ITT ». Les dernières révélations « from USA » confirment s'il en était besoin (mais oui, il faut toujours des aveux soulignés trois fois en matière de délinquance internationale) l'étroite imbrication-implication des « soucis » de Kissinger et de ceux qui, plus ordinairement, exécutent — que ce soit les instructions de la CIA... ou les peuples. Armando Uribe n'avait évidemment pas attendu ce moment, lui qui fut ancien ministre-conseiller à l'ambassade du Chili à Washington, ancien ambassadeur du Chili à Pékin et qui, peu après le putsch, accusait dans son « Livre noir de l'intervention américaine au Chili » (TS du 7 mars 74)

Aujourd'hui, calmement mais avec passion, il jubile à l'idée de ce moment historique privilégié qui permet, en attaquant la vie politique américaine, de porter en même temps un coup considérable aux gorilles chiliens : on voit

alors, dit-il, qu'il ne s'agit « pas seulement de solidarité mais — au-delà des émotions qui peuvent s'émousser — des intérêts mêmes des peuples, différents des intérêts US, sinon opposés ». C'est bien ce qu'attestent les fameux documents ITT révélés par Jack Anderson, présentés pour la première fois en édition française dans la traduction et la présentation de Jean-François Merle. Documents qui, visiblement, n'avaient guère motivé les éditeurs français à qui aussi, sans doute, il faut des aveux signés et contre-signés — gages de bonnes ventes... Sans oublier, comme l'a relevé Armando Uribe, que les noms d'ITT et de CIA ne sont que des échantillons, « une des roues multiples du char US » ; à les considérer une à une, on ne voit pas l'engin : la CIA peut bien couvrir le Pentagone (autrement plus important par le budget et le nombre de fonctionnaires) et ITT, le système US lui-même et l'ensemble des multinationales.

Heureusement, devait conclure Armando Uribe — et c'était alors l'homme de la Gauche chrétienne qui parlait — « il y a les peuples et donc l'espoir, qui n'est pas un mot désacralisable ».

G.B. ■



pacifique de la révolution ne dépend pas du seul rapport des forces sociales qui empêche la bourgeoisie de déclencher la guerre civile, mais aussi de la capacité permanente (non verbale, mais pratique) à appliquer les moyens de lutte plus résolus si la situation l'exige. »

Réponse :

Boris PONOMAREV, membre suppléant du Bureau politique et secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'URSS. Pas mal, hein ?

la lutte armée

voir populaire alternatif. Les actions des comités de résistance sont légales, semi-légales et illégales. Leur principale tâche actuelle est la réorganisation des organismes légaux (syndicats, comités de quartiers...) et le développement de la conscience révolutionnaire spécialement à travers l'agitation et la propagande au sein des masses.

« La seconde grande tâche est la constitution du parti de l'avant-garde révolutionnaire. Cette avant-garde se construira à travers la convergence des différentes forces révolutionnaires au cours de la lutte et non seulement pas des accords superstructurels. La troisième tâche est la constitution du front unique ouvrier, qui coordonne et intègre des luttes de toutes les forces de gauche, au-delà de leurs divergences, autour de l'objectif commun du renversement de la dictature. La quatrième tâche est la constitution d'un large front antidictatorial qui rassemble la gauche et l'opposition bourgeoise croissante.

Luttes de masse.

« Seules les masses populaires, ayant récupéré confiance en elles-mêmes, seront capables de mettre à bas la dictature.

La réactivation du mouvement de masse doit se faire à partir de la base, à partir des revendications les plus immédiates des travailleurs. A partir de là, les masses retrouveront leur capacité d'action, lieront la réalisation de leurs intérêts immédiats aux objectifs politiques de recensement de la dictature et de conquête du pouvoir.

« Pour cette raison, pendant la période de reflux du mouvement de masse, le terrorisme et les actions armées ne font que renforcer la cohésion de l'ennemi. En outre, elles ne feraient que prêter justification à l'offensive d'anéantissement des forces de gauche par l'appareil répressif.

« Au contraire, les luttes de masses autour des libertés publiques et démocratiques, la défense du pouvoir d'achat des travailleurs et des petits et moyens propriétaires affaibliront la dictature, limiteront sa capacité de répression, l'obligeant à faire des concessions.

« De la force et du niveau de conscience du mouvement de masses dépendra, tant la forme du renversement de la dictature que les caractéristiques et l'ampleur du caractère démocratique du nouveau gouvernement.

« La lutte armée est la voie stratégique fondamentale ; les détachements révolutionnaires doivent s'y préparer dès maintenant, bien que du point de vue tactique, la lutte politique jour par jour, est la forme principale de lutte.

« Le peuple ne peut compter sur une division des forces armées bourgeoises, mais doit se constituer en sa propre force armée, qui se construit dès aujourd'hui à partir des organisations politiques et du mouvement de masses.

« Nous croyons à l'heure actuelle impossible, dans les conditions de dictature, de parvenir à une capacité militaire semblable à celles des forces armées et qui permette de les affronter frontalement.

« Notre supériorité et nos perspectives de victoire sont conditionnées par notre supériorité politique plus que par une impossible supériorité militaire pendant la période relativement courte de maturation et d'éclatement de la crise politique que nous avons définie ci-dessus ».

(1) Le mouvement d'action populaire unifié s'est scindé en 1972 sur des divergences stratégiques autant que personnelles : une partie s'est regroupée derrière Gazmuri et a rejoint l'Unité populaire ; l'autre, derrière Oscar Garretón, est restée plus critique.

sur vol

● **AU MOINS LE RESPECT** — En octobre 1973, les forces armées uruguayennes transféraient neuf hommes — dont le leader syndicaliste Raul Sendic — dans des casernes de l'intérieur du pays et faisaient savoir qu'ils étaient pris comme otages et seraient fusillés au moindre signe d'activité du MLN (Tupamaros). Selon de récentes informations, les prisonniers se trouvaient dans des conditions atroces qui inspirent les plus vives inquiétudes. D'autant que la dictature de Bordaberry semble chercher à se débarrasser de ces otages, notamment en les poussant au « suicide ». Le comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (c/o Alain Labrousse, 6, rue Geoffroy St Hilaire, 75005 Paris) appelle les militants et les organisations à se montrer solidaires des victimes de la répression en faisant campagne pour exiger — au moins — le respect des droits de l'homme, conformément aux accords internationaux signés par l'Uruguay.

● **200 000 « SUSPECTS »**, qui sont en fait des prisonniers politiques, attendent toujours au Sud-Vietnam la libération que leur promettaient, voici plus d'un an et demi, les Accords de Paris. Les tortionnaires de la police de Saïgon se livrent, sur les détenus à une véritable tentative de génocide. Des milliers d'hommes, de femmes, et même d'enfants croupissent encore dans les fameuses « cages à tigre » (fabriquées d'ailleurs aux Etats-Unis). S'ils survivent, ils resteront estropiés à vie. Sur place, 24 000 « conseillers » américains déguisés en civil continuent d'expérimenter des méthodes de répression de plus en plus perfectionnées. Nixon-Ford même combat !

● **TCHÉCOSLOVAQUIE. Un groupe de militants communistes et socialistes**, emprisonnés de 1969 à 1974 (parmi lesquels Bartosek, Sabata, Kaplan et Uhl dont TS a déjà parlé) ont signé une lettre de protestation adressée à « Rude Bravo » et à Gustav Husak, pour protester contre la prise de position de l'Association des Juristes tchécoslovaques à propos de la répression au Chili. Selon eux, cette association n'aurait le droit de condamner les violations à la légalité constitutionnelle, la terreur contre les organisations de gauche, la privation des citoyens de leurs droits civiques, etc. que si elle assumait des positions équivalentes à l'intérieur de la Tchécoslovaquie. Ils s'étonnent ainsi que l'association n'ait jamais pris la défense des droits de l'homme dans son propre pays, ni recommandé que l'on cesse de persécuter les dizaines de milliers de personnes qui depuis 1968 ont perdu leur emploi, voient interdire les écoles à leurs enfants, sont calomniés dans la presse sans possibilité de se défendre, ne peuvent se rassembler, se déplacer ni s'exprimer bien sûr de manière libre.

● **SOCIALISTES ESPAGNOLS.** Le Parti socialiste ouvrier espagnol, une très ancienne formation qui n'était plus que l'ombre d'elle-même, annonce qu'il tiendra son congrès du 11 au 13 octobre à Su-resnes, dans la région parisienne. Il assure qu'il s'est renoué depuis ces dernières années, se dotant notamment d'une direction nationale jeune et siégeant en Espagne même.

tout fout le camp

Le « vidage » en douceur de Négus, est-ce la fin d'une certaine Afrique ?

Y'a plus de Négus, y'a plus d'Afrique... tout fout le camp » Comme le chante, à peu près, le camarade Mouloudji. En privant la semaine dernière l'Empereur Haïlé Sélassié de ses derniers lambeaux de pouvoir, le Comité de Coordination des Forces Armées d'Ethiopie a mis le point final à un règne sans partage d'une cinquantaine d'années. C'est la fin d'une époque, peut-être d'une certaine Afrique. Ou du moins d'une certaine idée qu'on pouvait s'en faire : celle d'une Afrique évoluant en dehors de l'Histoire, dans son ca-

dre de valeurs et de hiérarchies traditionnelles, que les outils d'analyse marxiste ne pouvaient appréhender et, pour ainsi dire, épargnée par la lutte des classes...

Le dernier geste des militaires est l'aboutissement d'un processus — celui de « la révolution tranquille » — qui s'est développé sans bavures depuis six mois. En février des étudiants et des enseignants réclamaient dans les rues d'Addis Abeba une réforme de l'enseignement et des relèvements de soldes ; au-



Manifestation à Addis-Abeba : contre la corruption

● **LA DERNIERE COLONIE** — Le ton monte entre Rabat, Nouakchott et Madrid qui se disputent la dernière colonie nord-africaine, le Sahara espagnol. L'Espagne tient fort aux richesses du sous-sol saharien, et se déclare « prête à repousser toute éventuelle agression marocaine » ; le Maroc tient là un bon motif de « guerre sainte », qui pourrait détourner les énergies des problèmes internes, opposition comprise : la Mauritanie enfin tente de faire valoir ce qu'elle appelle « ses droits légitimes ». Trop d'ayants-droits pour ce bout de terre quasiment inhabité, mais riche en ressources minérales. Une solution, peut-être la seule : un référendum pour entériner le départ des Espagnols, et la « maghrebisation » de la zone, comme le proposait A. Baba Miské un ancien diplomate mauritanien, dans « Le Monde ».

● **LA POLICE ET LES PEINTRES** — L'exposition « sauvage » organisée dans un terrain vague de la banlieue de Moscou par des artistes non-membres de l'Union officielle, a été saccagée dès son ouverture par quelques dizaines de policiers en civil se présentant comme des « habitants du quartier ». Des camions et des bulldozers ont parachevé l'œuvre, tandis que l'on arrêtait quelques dizaines d'artistes ou de sympathisants. « L'Huma » a promis qu'en France, ça ne se passerait pas comme ça.

aujourd'hui les murs sont placardés d'affiches opposant une photo du Négus gavant ses chiens de luxe à celle de victimes de la sécheresse qui a fait plus d'une centaine de milliers de morts dans la région du Wollo. Aujourd'hui, la radio aidant, le descendant de Salomon, le patriarche de l'OUA est devenu pour l'opinion publique le plus grand truand de l'Empire...

Sans coup férir. Très vite les militaires ont pris le relais et joué un rôle décisif. La mutinerie commence en Erythrée, dans cette province annexée par la force en 1952 : la seconde division s'y bat depuis treize ans contre le Front de Libération. Le mouvement a tôt fait de s'étendre dans tous les corps d'armée et rencontre un écho certain auprès des diverses couches de la population. Le petit monde urbain, celui des employés et des fonctionnaires, les chômeurs, les femmes, le bas-clergé copte ajoutent bientôt leurs revendications et leurs mots d'ordre à ceux des intellectuels et des militaires... Non sans quelque cacophonie.

Le Négus qui ne sera mis en cause personnellement que ces dernières semaines se retrouve totalement isolé ; les plus hauts dignitaires de la Cour sont en prison ou en exil. Ainsi, le système impérial s'appuyant sur une aristocratie

Le général Aman Andam : le grand vainqueur est sorti de l'ombre.



corrompue et sur une église particulièrement obscurantiste succombe sans coup férir après un travail de sape prudent mais résolu.

Tout cependant reste à faire dans ce pays plus grand que deux fois la France, très cloisonné, très fermé sur lui-même, au point qu'on a pu le surnommer le « Tibet de l'Afrique ». Avec 24 millions d'habitants dont 90 % de ruraux misérables et illettrés, il a un revenu annuel parmi les plus bas du monde : 50 à 60 dollars américains par tête et par habitant et une espérance de vie qui ne dépasse pas 35 ans.

Pas de modèle. Il s'agit aujourd'hui de donner un contenu à la « révolution éthiopienne » qui jusqu'ici se défend d'appliquer quelque modèle. La partie n'est pas jouée : tout dépend, en l'absence d'organisation politique structurée, de la jonction réelle encore à articuler entre l'armée et les différentes couches et classes populaires. L'armée elle-même, jusqu'ici soutenue à bout de bras par les Etats-Unis (qui lui consacrent 50 % de leur aide militaire à l'Afrique) va connaître des débats internes essentiels entre

éléments nationalistes et ceux plus radicaux qui se réclament du socialisme.

Aucun projet social et politique ne se dégage clairement des décisions annoncées par le Comité de Coordination : révision de la constitution, réforme agraire, refonte de l'enseignement. Par contre étudiants, enseignants, syndicalistes ne sont pas disposés à remettre purement et simplement leur sort aux mains des militaires.

On ne sait rien non plus des positions qu'adoptera le nouveau régime groupé autour du Lieutenant-Colonel Aman Andam sur le problème de l'Erythrée comme sur celui de l'OGADEN, région réclamée par la Somalie.

Enfin la paysannerie maintenue dans un servage d'un autre âge reste la grande silencieuse. Elle n'a pas encore fait entendre sa ou ses voix ; elle n'a pas encore fait irruption — sauf par quelques jacqueries isolées et durement réprimées — sur la scène où va se régler son destin.

René LANARCHE ■

PORTUGAL : la fin d'un empire

● La décolonisation suit son cours dans les colonies portugaises d'Afrique. En Guinée Bissau, où l'indépendance était proclamée par les Guinéens eux-mêmes depuis un an, les drapeaux portugais sont amenés, les dernières troupes coloniales partent, sans trop de regrets. Au demeurant, le Portugal ne laisse pas grand chose aux Guinéens indépendants : à eux de se débrouiller.

Le problème des Iles du Cap Vert, proches de la Guinée-Bissau, a été réglé à l'amiable : un référendum dira bientôt si — comme on peut le supposer — les Capverdiens désirent être rattachés à la nouvelle république.

Au Mozambique, après la tentative avortée de l'OAS local, un gouvernement provisoire a été mis en place ; il comprend six ministres désignés par le Frelimo (dont le premier), et trois officiers portugais. Objectif : créer les conditions de l'accession à l'indépendance en 1975.

En Angola, la situation est plus

complexe, et le général Spínola, chef de l'Etat portugais, a décidé de présider en personne les négociations en vue de la constitution d'un gouvernement provisoire, ce qui paraît assez inquiétant. La division des forces de libération nationale dans cette colonie paraît persister, en dépit des tentatives récentes de médiation. Les colons portugais, qui y sont très nombreux, peuvent espérer profiter de cette situation, et consolider leurs propositions en vue d'une éventuelle épreuve de force.

Guinée-Bissau : la victoire des maquis



une victoire d'Arafat

La reconnaissance de l'OLP, c'est celle d'un droit...

 On reparle de la Palestine. Mais pas comme la presse de droite qui s'est lancée — à tout hasard — dans des rapprochements fantaisistes entre la lutte de libération des Palestiniens et les actions irresponsables des membres de la soi-disant « armée rouge » japonaise, ou le geste criminel et apparemment gratuit de l'artificier du Drugstore Saint-Germain.

L'ONU s'est saisie en effet de la question palestinienne et va en discuter bientôt, malgré l'opposition d'Israël. De plus, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) que préside Yasser Arafat vient d'être reconnue solennellement par l'Égypte et la Syrie comme le seul représentant du futur Etat palestinien de Cisjordanie, s'il voit le jour à la suite de la Conférence de Genève par exemple.

Le roi Hussein, (appuyé notamment par les Américains et certains Etats arabes conservateurs) se trouve donc isolé ; les révélations faites samedi à propos de la vente, par son entremise, d'armes et d'avions britanniques à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie ont d'ailleurs achevé de discréditer le régime hachémite.

C'est dans ce contexte que Salman-El Harafi, responsable des relations extérieures de l'OLP, a entamé une tournée d'information dans les capitales européennes : il a été reçu au PSU le samedi 20 septembre par une délégation conduite par Robert Chapuis, secrétaire national, qui a réaffirmé l'importance que le parti attache à la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Salman El Harafi a ensuite répondu aux questions de TS.

● **Qu'attendez-vous du débat à l'ONU ?**

— L'OLP a pris l'initiative de faire inscrire la question palestinienne en tant que telle à l'ONU, parce que, jusqu'à présent, la résolution 242 ne parlait de nous qu'en termes de réfugiés et de problème secondaire. Or, notre dernier conseil national (cf. TS 623 - 15.06.74) a demandé au comité exécutif de l'OLP de ne pas participer à toute rencontre basée sur cette résolution. La résistance palestinienne est un peuple. Ce peuple a le droit de vivre sur le sol national. Il a droit à l'autodétermination, conformément à la Charte de l'ONU. Dans cette perspective, notre frère Arafat a envoyé des messages à Boumediène, au président en exercice de l'OUA... Une délégation de l'OLP s'est rendue et a été très bien reçue en URSS... Ce dont il s'agit, dans l'ensemble de ces démarches, c'est la reconnaissance de notre lutte dans son vrai cadre.

Yasser Arafat, président de l'OLP : le seul représentant des Palestiniens



Il ne s'agit pas d'un problème entre Etats, mais d'un problème politique et palestinien : la lutte entre un mouvement de libération et une force impérialiste colonisant une terre qui ne lui appartient pas. A travers l'envoi d'une délégation palestinienne représentative à l'ONU, il s'agit en outre de faire avancer la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Pour cela, il n'est pas nécessaire de concevoir un « gouvernement provisoire ». L'OLP, reconnue par une centaine de pays et de multiples organisations, a la crédibilité nécessaire pour poursuivre et développer son action au nom du peuple palestinien, pour le retour de ce peuple sur sa terre. Il importe peu d'aller ou de ne pas aller à Genève. Par contre, il importe de prendre l'initiative au plan international pour la reconnaissance de notre droit à l'autodétermination.

● **Les sionistes, semble-t-il, veulent prendre « tous les moyens et partout », comme le proclame le général Rabin, pour s'opposer à votre action. Qu'en est-il exactement ?**

— Les dirigeants sionistes veulent en effet tout faire pour que la question palestinienne ne soit pas discutée à l'ONU. Niant l'existence du peuple palestinien, ils présentent notre initiative comme une menace pour la paix au Moyen-Orient. D'où leur insistance à coller l'étiquette « terroriste » à tout Palestinien, pour discréditer notre cause. Les « mass media » répandent le bruit que... au drugstore St Germain ou à la Haye, il y aurait eu des Palestiniens dans la coulisse... Nous savons que les services secrets israéliens ont envoyé en Europe des commandos pour s'attaquer aux représentants de l'OLP, comme il y a deux ans ! Dans certains pays,

comme en Belgique, on veut créer une atmosphère d'antisémitisme. En Amérique Latine, on désigne comme « pro-nazis » ceux qui soutiennent la cause palestinienne... Partout une campagne d'intoxication s'intensifie. Le journal « Minute » insinuait que les jaunes de l'armée rouge japonaise avaient partie liée avec la Ligue Arabe et prenaient leur repas avec des Palestiniens... Nous redisons très nettement ce qu'Arafat a déclaré récemment en réponse à ces provocateurs : l'OLP n'a aucun lien avec les membres de l'armée rouge japonaise. L'OLP entend que la lutte armée se déroule dans les territoires occupés contre des objectifs sionistes.

● **A l'intérieur même d'Israël, n'y a-t-il pas des contradictions qui se développent ?**

— Si, notamment le développement du prolétariat des juifs orientaux qui sont de plus en plus opprimés par le pouvoir sioniste, et notamment dans les villages frontaliers, où ils sont réduits à l'état de chair à canon et à la merci des raids de représailles de l'armée contre nos fedayin. Ces juifs orientaux prennent conscience que le sionisme gouverne de façon « militaire » — c'est le terme qu'un de leurs tracts emploie. Aujourd'hui, ils revendiquent pour leur pain. Demain, peut-être, le fusil, contre le régime de Tel Aviv.

Nous, Palestiniens, avons des contacts individuels avec des Juifs qui luttent pour que leur pays se libère du sionisme. La perspective que nous offrons d'un Etat démocratique et laïque doit pouvoir les convaincre que c'est ensemble que nous pourrons vivre demain.

Propos recueillis par André LAUDOUE

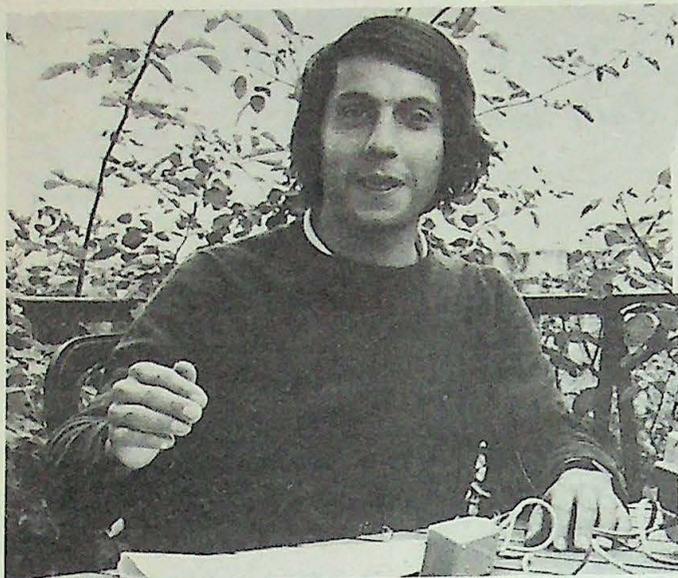
sur vol

● **UN PRESIDENT A VIE** — Malgré son âge et la maladie qui le tarabuste, le « Combattant suprême » (M. Bourguiba) s'est fait une douce violence, acceptant que son mandat ne soit plus soumis à élection. Sage mesure, dans un pays où l'opposition — malgré une cascade de procès, d'emprisonnements et d'exils forcés — reste active et se grossit d'une foule d'anciens amis et hauts exécutants du président tunisien : Ben Salah, Mestiri, Masmoudi, etc... Voilà un règne qui n'en finit plus de finir : à force de se contenter, pour toute politique, des oracles ou des invectives du Combattant suprême, le parti « socialiste » destourien pourrait bien faire les frais, le premier, du grand chambardement que tout le monde prévoit pour bientôt.

● **L'AXE PARIS-MADRID** — Il paraît que la France soutient les militants basques anti-franquistes de l'ETA ; du moins, c'est le gouvernement espagnol qui vient de s'en plaindre (en même temps qu'il décidait d'imposer aux Français de présenter leurs passeports). Si seulement c'était vrai ! Arrêtés depuis le 20 septembre, les militants du GARI doivent en douter fortement : ils sont accusés d'avoir posé des bombes un peu partout dans les Pyrénées durant l'été. En 1973, les militants de l'ETA avaient dû à Marcellin d'être interdits de séjour dans le sud de la France, sans parler de quelques autres désagrèments. Alors, on renforce la répression ? En attendant, la balance du commerce extérieur de l'Espagne est deux fois plus déficitaire que l'an dernier, et les touristes ont été beaucoup moins nombreux cette année qu'en 1973. Bien fait !

● **THIEU S'AFFOLE** — « Le roi nous considère comme des chiens et des chevaux ; nous considérons le roi comme un ennemi ». C'est la manchette d'un journal saïgonnais d'opposition qui vient de publier, avec plusieurs de ses confrères, « l'acte d'accusation n° 1 » : un document accablant pour le général Thieu et son entourage, qui cite des noms et des faits prouvant jusqu'où monte la gangrène qui ronge la société sud-vietnamienne. Thieu a aussitôt commandé la saisie de tous ces titres, mais des cortèges de manifestants se réclamant de la « troisième force » (bouddhistes et catholiques) se sont rendus près des imprimeries pour retirer des stocks d'exemplaires ; ils ont également mis le feu aux paquets qu'ils ne pouvaient emporter.

● **WILSON ET SON CONTRAT** — Depuis 1910, jamais les électeurs britanniques n'avaient été appelés aux urnes deux fois dans la même année. Mais Wilson a besoin d'une vraie majorité aux Communes, et — pour la trouver — il paie le prix idéologique : éloge vibrant du « contrat social », celui qui unit pour le meilleur — mais surtout pour le pire — le gouvernement et les syndicats ; refus de la « confrontation » entre « blocs antagonistes », etc... D'après « Le Monde », le premier ministre, intervenant pour la première fois dans cette campagne à la télévision, se serait presque « excusé » auprès des électeurs d'avoir à les déranger. Bonnet blanc, blanc bonnet ?



le mouvement occitan s'organise

Pierre Maclouf, animateur des comités « Volem Viure al País » s'explique sur les perspectives de ce nouveau mouvement.

Le dernier article de notre camarade Serge Mallet, dans *Politique-Hebdo*, avait pour titre : « *Volem Viure al País* ». Aujourd'hui, Pierre MACLOUF qui a été aux côtés de Mallet un défenseur acharné des minorités nationales, participe au secrétariat provisoire du mouvement occitan qui porte ce nom, les Comités *Volem Viure al País* (VVAP). On lira ci-après, dans l'interview recueillie par un de nos correspondants à Limoges, les circonstances de la nais-

sance de ce nouveau rassemblement et les perspectives qu'il se propose.

Nous sommes particulièrement heureux, à TS, d'inaugurer cette nouvelle rubrique « Les Tribunes de TS » par cette interview qui illustre bien notre intention : donner ici le moyen de s'exprimer librement à tous ceux qui, à l'intérieur ou sur les franges du courant socialiste autogestionnaire, veulent faire connaître leur combat.

T.S. : Les Comités « Volem Viure al País » (VVAP) sont nés le 27 avril 1974, à Montpellier, après la tentative infructueuse de Robert Lafont, porte-parole connu des minorités nationales, d'être candidat à l'élection présidentielle. Mais l'élection elle-même n'a été que le révélateur de la nécessité d'un mouvement organisé. Peux-tu rappeler le processus qui a abouti à la création des comités VVAP ?

Pierre MACLOUF : La nécessité de l'existence des comités est apparue, en schématisant, à deux niveaux : de fond et de conjoncture.

Pour le fond, c'est le développement d'une prise de conscience occitane de plus en plus large qui déborde les milieux occitanistes et gauchistes, prise de conscience qui se fait sentir à l'intérieur même des partis de gauche traditionnels. D'où la nécessité de structurer ce phénomène dans la mesure où l'on constate un décalage entre l'essor du mouvement culturel (la demande populaire au niveau culturel) et nos capacités effectives d'intervention politique et sociale.

D'autre part, chacun ressent depuis deux ans, au sein de l'occitanisme, une aspiration croissante à la structuration d'un mouvement susceptible de prendre en charge les luttes engagées au nom de l'Occitanie.

Au niveau conjoncturel, depuis un an, des contacts avec les partis de gauche se sont multipliés. Avec le P.C.F. d'abord, plus récemment avec le P.S. C'est le début de la traduction, au niveau institutionnel, comme au moment de l'élection présidentielle, d'une sensibilisation qui remonte en fait aux dissolutions des mouvements autonomistes accompagnées de pétitions et protestations. Et puis, la tentative de Robert Lafont,

avec l'impact certain qu'elle a recueilli fut le déclic qui a tout dénoué.

Aucune organisation politique occitane existante n'étant à même de rassembler les luttes nécessaires à la survie même de l'Occitanie (autour du refus anti-monopoliste de la liquidation) ; les conditions étaient réunies pour la mise sur pied d'une structure de masse de type politico-culturel rassemblant les occitans en lutte.

T.S. : La prise en charge des luttes des minorités nationales a été jusqu'ici, surtout dominée par les groupes gauchistes. Est-ce le début d'une nouvelle orientation ?

P.M. : Jusqu'à une époque récente, l'action au sein des minorités nationales est restée confinée aux cercles culturalistes (de gauche) sans perspectives concrètes et aux mouvements nationalistes traditionnels. Puis, c'est vrai, s'est opérée une jonction avec le maoïsme populiste. « Lutte Occitane » pour prendre un exemple, a été le produit de l'arrivée des gauchistes dans le mouvement occitan (ce n'est d'ailleurs plus exact aujourd'hui).

Cette période est révolue. Nous avons vocation à être un mouvement de masse et non à rester minoritaires ; par la même nous sommes amenés à être confrontés avec les partis de gauche. Mais nous refusons de nous déterminer par rapport aux diverses tendances du mouvement ouvrier. La prise en charge du mouvement nationalitaire, qui n'a pas été faite jusqu'ici, conduira d'ailleurs à une redistribution à l'intérieur du mouvement ouvrier.

De même, VVAP n'entend pas faire pièce aux organisations occitanes actuelles. Nous consta-

tons qu'il se fait autour de la conscience occitane, un dynamisme réunissant, sur une base socialiste, des militants de trois catégories : membres de partis politiques occitans, membres de partis politiques hexagonaux, et inorganisés, qu'ils viennent de l'occitanisme ou non. Il y aura, au sein de VVAP, des débats d'orientation et c'est là qu'interviendront les partis déjà existants.

T.S. : Par conséquent, vous refusez de choisir entre le socialisme autogestionnaire et la stratégie de « démocratie avancée » ?

P.M. : Je l'ai déjà précisé, les termes du débat seront modifiés par la montée de l'occitanisme. Le débat sera tranché dans les luttes, qui, en Occitanie, ont un caractère bien particulier. La lutte des classes existe partout, mais elle n'a jamais la même forme, même s'il y a des interactions entre par exemple, les luttes paysannes dans l'Ouest français et dans certaines régions occitanes. En Occitanie, cette singularité s'appuie, et sur une situation de classes originale (forte proportion de petits propriétaires, de petites et moyennes entreprises, symbiose de la condition prolétarienne et de la ruralité dans nombre de régions) et sur l'existence de la culture occitane.

Les luttes occitanes se situent au carrefour de deux types de conflits. D'une part, des conflits exprimant des réactions de couches sociales (liées aux archaïsmes sociaux véhiculés par la réalité occitane) en voie de prolétarianisation ou de liquidation ; ces réactions sont de type essentiellement défensif. Ces couches peuvent d'ailleurs osciller aussi bien vers la réaction proprement dite que vers une lutte progressiste

D'autre part, des conflits traduisant l'entrée en lutte de couches secrétées (et non pas menacées) par cette évolution du capitalisme et ses projections géographiques sur les paysages économiques. Il s'agit là des travailleurs des usines « décentralisées », qui ne luttent pas pour la défense de l'emploi mais pour des salaires égaux avec ceux des zones industrialisées, et contre des conditions de travail d'autant plus intolérables qu'elles tranchent avec le mode de vie rural d'où sont extraits ces travailleurs. Il s'agit aussi de la paysannerie spécialisée, qui constitue l'assise privilégiée des « paysans-travailleurs ».

Nous sommes donc à la fois dans les conflits sociaux « nouveaux » et dans les luttes traditionnelles. Notre vision est synthétique parce qu'elle est la seule à englober tous ces aspects, en

tenant compte de la spécificité de chacun et de son inscription concrète dans un cadre géographique et culturel (national). Cette synthèse tient en un mot : l'Occitanie.

T.S. : Alors, que signifie pour toi le mot d'ordre « Lip-Larzac, même combat » ?

P.M. : La lutte des Lip est une lutte ouvrière autogestionnaire, ouvertement anti-capitaliste ; la lutte du Larzac est une lutte paysanne, défensive de la propriété, rassemblant des propriétaires petits et moins petits, avec une dimension anti-étatique et anti-militariste latente. Le lien entre les deux est leur appartenance commune aux luttes populaires de la formation socio-politique qu'est la France, ainsi que leur dimension politique avouée. Chacune de ces luttes reflète bien, à sa manière, le type de problèmes qui se posent dans les régions industrielles avancées, où l'urbanité est prépondérante, et dans les régions occitanes où la ruralité imprègne encore beaucoup de rapports sociaux.

T.S. : Quels objectifs se sont fixés les comités VVAP ?

P.M. : Ces objectifs ne sont pas encore clairement définis. Il faut attendre la prochaine assemblée générale du mouvement qui doit se tenir à l'automne.

D'ores et déjà, on peut dire qu'ils seront issus de la réalité suivante : l'Occitanie est diverse, ce qui a jusqu'à présent masqué son unité. Il nous faut donc établir un va-et-vient de l'unité à la diversité, relier les sensibilités (en les respectant)

dans un mouvement d'ensemble. Il existe en particulier de nombreux fronts locaux pour la défense de l'emploi (Decazeville, Carmaux...). Il se fait une unité populaire dans chaque endroit sur le problème de l'emploi mais les fronts sont isolés. Cette situation d'atomisation ne peut qu'engendrer l'inefficacité. Seule une perspective occitane peut leur donner un poids. En effet, le problème de la défense de l'emploi est une donnée fondamentale de la situation de l'Occitanie au plan socio-économique ; sa prise en compte dans sa globalité implique une redéfinition de certaines approches syndicales et politiques, qui ont tendance à postuler l'uniformité des problèmes.

Cet exemple illustre le sens de notre démarche. Mais il faut citer comme objectifs impératifs :

— Fournir des structures d'accueil à tous les militants ou sympathisants des organisations des forces populaires en Occitanie, qui ne sont pas encore disposés à franchir le pas de l'adhésion à une organisation politique occitane.

— Disposer d'un instrument souple de rassemblement de toutes les luttes occitanes, autour de mots d'ordre susceptibles de rallier une majorité de ceux qui ont intérêt à ce que le pays vive et soit prospère.

— Intervenir dans les luttes.

— Etre en mesure de mettre en avant des revendications transitoires, cohérentes, à contenu anti-capitaliste ou anti-patriarcal, dans la perspective décolonisatrice.

Par exemple : égalité des salaires entre hommes et femmes et fin des abattements « de facto » de zone ; ou encore, dénonciation de l'utilisation faite actuellement par le Crédit Agricole des sommes fantastiques qu'il draine vers l'appareil financier d'Etat dans les régions pauvres, où l'on thésaurise davantage. Cet argent pourrait être utilisé en particulier, pour financer des logements pour jeunes agriculteurs afin de mettre fin à la cohabitation avec les beaux-parents, qui signifie une oppression de la bru.

Mais nous pouvons aller plus loin, et fournir à ces revendications partielles une trame unifiante.

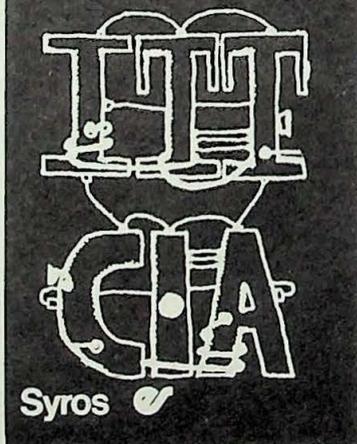
T.S. : Comment les comités VVAP voient-ils les assises de la gauche ?

P.M. : Ce problème sera discuté avant les assises, bien que nous n'ayons pas reçu d'invitation officielle. Quoi qu'il en soit, le maximum que nous puissions faire avec le mouvement ouvrier, c'est de nous articuler avec lui mais il n'est pas question, pour répondre avec précision, de nous insérer en tant que groupe dans un éventuel nouveau parti socialiste.

Nous vivons une période d'apparition de champs sociaux autonomes, centrifuges par rapport à la forme coloniale du pouvoir d'Etat. Le mouvement ouvrier s'est limité jusqu'ici à une contestation de la nature capitaliste de cet Etat. Nous introduisons une dimension nouvelle : notre rôle est donc de peser vers cette démultiplication de l'initiative populaire, en articulation avec la gauche, mais en conservant notre spécificité ■

la rentrée chez SYROS

Chili : les documents du complot ITT



1 - CHILI

- 1970 : ITT et la CIA cherchent à empêcher Allende d'arriver au pouvoir.
- 1972 : le journaliste américain Anderson publie les documents d'ITT
- 1973 : Pinochet met en œuvre les plans d'ITT et de la CIA
- 1974 : les Editions Syros publient la première édition française des documents.

En vente 10 F. chez Syros, 9 rue Borromée, Paris 15° CCP. 19.706.28 Paris.

2 - PSU DOCUMENTATION

- n° 62-63-64 : le capitalisme et la fiscalité (4,00 F)
- n° 65-66 : matérialisme dialectique et matérialisme historique (2,50 f)
- supplément : « Dossiers de formation » : les stratégies du mouvement ouvrier ; les réponses politiques du PSU ; vie, animation et structures du parti (la série de 4 : 8,00 F)

3 - ET TOUJOURS...

- Chili 1970-1973, un peuple en lutte (par le collectif Chili PSU 8,00 F)
- Critique Socialiste n° 18 : l'élection présidentielle (avec les articles de Roland Cayrol, Victor Fay, Michel Mousel, Robert Chapuis, Jean Le Garrec, Alain Richard 8,00 F)
- L'enfer des pompiers (par Jean-Jacques Lubrina 18,00 F).



CREUSOT-LOIRE : comment lutter ensemble



Creusot-Loire, près de 35 000 employés, un des principaux groupes de l'industrie métallurgique et mécanique. Comment analyser collectivement la stratégie patronale et ouvrière, coordonner les luttes et formuler des propositions politiques pour les militants du secteur entreprise ? Tels étaient les objectifs de la rencontre organisée pour les militants et sympathisants du PSU de Creusot-Loire, à l'initiative de la fédération de la Loire, les 21 et 22 septembre à St Etienne (1).

Plusieurs conflits sont actuellement en cours :

— dans deux usines de la Loire « G 3 C » et « Raccords malléables » (Ondaine) qui concernent un millier de personnes. La direction a annoncé la fermeture pour quinze à dix-huit mois. Les travailleurs se battent pour sauver leur emploi ;

— à Saint-Etienne (usine du Marais), les travailleurs appliquent eux-mêmes une réduction des horaires de travail à 40 heures ;

— au Creusot, les mensuels se battent pour une augmentation de 250 F par mois pour tous.

Pour répondre aux préoccupations des travailleurs telles que ces luttes engagées les expriment, les militants PSU ont élaboré une plate-forme d'action en cinq points :

- pas de licenciement sans reclassement (emploi sur place et sans dévalorisation) ;
- augmentation de 250 F mensuels pour tous ;
- retour aux 40 heures ;

- fin du travail en continu et amélioration des conditions de travail ;
- retraite à 60 ans et à 55 ans pour les travaux pénibles.

Nationalisation. Un long débat s'est ensuite ouvert sur ce que représentait la nationalisation d'un groupe comme Creusot-Loire.

Trois questions principales ont été abordées.

1 - Pourquoi nationaliser ? Pour beaucoup de travailleurs, nationaliser leur entreprise consiste à changer le patron, comme cela s'est passé souvent et à espérer un statut qui leur donne la garantie de l'emploi. Mais peu y voient une mesure offensive. L'intervention de militants politiques doit, par conséquent, présenter d'autres perspectives :

— une meilleure utilisation des moyens de production, notamment dans le cadre de la planification ;

— une autre logique du mode de production qui vise la satisfaction des besoins et non la recherche du profit maximum ;

— le contrôle des secteurs clefs (énergie, équipement) ;

— développer de nouveaux objectifs de production, revoir sa finalité (produire quoi, pour quoi et pour qui).

2 - Que faut-il nationaliser dans le cadre d'un groupe multinational, pour que cette mesure serve les intérêts des travailleurs et permette le

passage au socialisme ? Quand on envisage la nationalisation du groupe Creusot-Loire, c'est l'ensemble des holdings Marine-Firminy et Schneider S.A. qu'il faut nationaliser, donc exproprier le baron Empain. Cette mesure entre dans le cadre plus général de la nationalisation de la sidérurgie et du secteur bancaire.

Si parfois on peut se demander ce que signifie la nationalisation d'une firme multinationale dont le centre de décisions se trouve aux Etats-Unis, en ce qui concerne cette branche, les centres de décision sont pour la plupart en France et les unités de production dépendent peu de l'étranger.

3 - Dans un processus de nationalisation et surtout si l'on se place dans une stratégie autogestionnaire, le rôle des travailleurs est fondamental. La manière dont ceux-ci imposeront dès le départ un rapport de forces favorable pour permettre le développement de leur contrôle, pèsera lourd dans la suite du processus qui doit conduire à l'autogestion.

C'est pourquoi des mesures urgentes devront être prises pour assurer le succès de la mesure de nationalisation (changement des dirigeants notamment) mais également pour permettre le contrôle des travailleurs : A.G. décentralisées pour permettre la démocratie ouvrière, contrôle et révocation des dirigeants, majorité de représentants des travailleurs dans le conseil d'administration).

Le rôle de l'Etat sera très important dans la période de démarrage : il se traduira dans la mesure de na-

tionalisation elle-même, dans la participation aux conseils d'administration pour assurer une cohérence avec le rôle prédominant des travailleurs ; tout un processus dialectique doit être mis en œuvre sans délai, afin de prendre et renforcer rapidement des mesures irréversibles.

Pendant la période initiale, et ensuite pendant la période qui verra le début de la gestion par les seuls travailleurs, le rôle des syndicats sera très important comme pôle de contestation, de revendication et de défense, mais non comme élément de gestion.

Les camarades ont décidé de préparer les Assises pour le socialisme, en proposant une rencontre des trois composantes (PSU, PS et Appel) dans le but de confronter leur pratique militante, leurs objectifs et organiser, si possible, une intervention commune dans le groupe, notamment au moment de lutter pour développer la solidarité et l'unification au niveau du groupe.

Le PSU a pour sa part d'ores et déjà pris l'initiative d'un tract national qui sera distribué sur toutes les entreprises du groupe pour faire connaître les conclusions de cette rencontre, dont les débats seront rassemblés dans une brochure. Enfin, une coordination de l'inter-Creusot Loire a été mise en place sous la responsabilité de Maurice Villegas.

Georges CONSTANTIN ■

(1) Deux membres du Bureau national, Georges Constantin et Basile Volokhine, participaient à cette rencontre prévue initialement pour le mois de mai.

Guy LESAGE

ON NE PEUT PAS ATTENDRE LE SOCIALISME

(version abrégée : raisonnement de base)

Ed. Grassin 5 F.

Des raisonnements que tout le monde devrait connaître et tout le monde devrait comprendre. Bloquer les prix et augmenter périodiquement les salaires en plus : c'est possible !

Une solution immédiatement réalisable par l'action des travailleurs.

Par correspondance : Ed. Grassin 50 rue Rodier Paris (9e) - joindre 5 F - chèque ou mandat C.C.P. 157. 79.08 Paris. En vente dans les librairies suivantes :

- La Joie de Lire 19 rue St Séverin (5e) - Librairie 1 rue des Fossés St Jacques (5e) - Librairie 135 bd St Michel (5e) - C.F.D.T. 26 rue Montholon (9e) - Diderot 146 rue fbg Poissonnière (10e) - Le Monde Libéraire 3 rue Ternaux (11e) - Liaisons Directes 4 rue Alligre (12e) - Jonas 14 rue Maison Blanche (13e) - P.S.U. 9 rue Borromée (15e) - Libr. de Paris 7 place de Clichy (17e) - La Marge 371 rue d. Pyrénées (20e) -



COURRIER

● On peut avoir de très bonnes raisons pour défendre le paquebot « France », comme on peut en avoir aussi pour le condamner. Cependant, il serait bon de modérer l'ardeur excessive de certains de

ses défenseurs extrémistes et acharnés pour les raisons suivantes :

1. Ce navire est vraiment un gouffre financier, un gouffre à carburant, un centre flottant de loisirs et de plaisirs pour riches oisifs et même pour une certaine partie du personnel qui s'y amuse bien !

2. La quasi totalité des gens du « France » est déjà recasée et le sera, avec des salaires au moins égaux aux anciens et des avantages « à terre » certains. (...)

3. Le personnel du « France », du Commandant au garçon d'ascenseur n'est pas à plaindre ; les maîtres d'hôtel en particulier, sont tous riches propriétaires, à terre, d'hôtels et restaurants sur nos côtes célèbres ! Le drame pour certains, c'est la perte de leurs avantages « en mer », des pourboires royaux distribués à bord, des avantages fiscaux du travail « loin du sol », etc., bref, le « France » était une poule aux œufs d'or aux avantages

appréciables et très appréciés par tous... ce qui explique bien des choses !

4. La grève pour le « France » a été réussie, mais il faut souligner que bien des marins grévistes l'ont faite par discipline syndicale, car ils connaissent très bien les problèmes précités !

Dès lors ; il serait bon que la gauche ne fonce pas tête baissée pour défendre le « France ». Il convient de garder sa fougue pour des problèmes plus sérieux, et il y en a.

J. Mathieu — Ste-Geneviève des Bois (91).

● L'interview des responsables C.F.D.T. de la Marine marchande et le communiqué de la section P.S.U. du Havre que nous publions par ailleurs dans notre dossier « France » répondent largement aux objections de notre lecteur.

la terre promise



Achevé en juillet 1973, La terre promise de Miguel Littin sort pour la première fois et en exclusivité en France dans le cadre de la semaine dédiée à la résistance chilienne.

Dans le Nord du Chili, en 1929, c'est la grande crise économique. Les mines de nitrate ferment. Des files d'hommes, de femmes, d'enfants se forment et se déplacent vers le sud, à la recherche d'une terre. Miguel Littin décrit l'histoire d'un de ces groupes, au sein duquel se détachent deux personnages, José Duran, travailleur illettré, et « Costume croisé », intellectuel. Une idée naît : des terres ne sont à personne. On pourrait les prendre et les travailler. C'est ainsi que le groupe se fixe à Palmilla, terre promise où la vie renaît, et avec elle le bonheur. On plante, on récolte, on s'aime. Bientôt les habitants de Palmilla s'aperçoivent qu'il ne suffit pas de contrôler une partie de la production, qu'il faut la contrôler toute, ainsi que la distribution. Ils vendent en effet à la ville les produits de la terre à des prix dérisoires tandis qu'ils achètent cher le thé, le maté, le sucre et les tissus dont ils ont besoin : « il ne peut y avoir d'hommes libres à Palmilla s'il reste encore des exploités et des esclaves à Los Huiques ».

Un avion rouge répand des tracts : Grove vient de prendre le pouvoir à Santiago. La République socialiste est proclamée. Nous sommes en 1932. Un mot d'ordre jaillit de la communauté agricole : « Prends ton cheval, José Duran et ton fusil. A Los Huiques ».

La longue marche de la poignée d'hommes que conduit José Duran vers la capitale régionale se déroule dans une montagne hostile qu'il leur faut traverser. Ils sont bloqués par la neige et doivent attendre qu'elle fonde. Duran, comme Moïse conduisant son peuple, franchit l'obstacle, encouragé par la Vierge qu'il voit en apparition, et à la tête de son armée de paysans-travailleurs, entre dans Los Huiques.

Tandis qu'à l'extérieur, les paysans se répartissent les terres, sur son instigation, Duran se met à vivre, comme enfermé, dans son bureau du gouvernement. Littin superpose le passé et le présent, Duran et Allende. Les commerçants font pression, les dames du monde se plaignent. Les militaires protestent de leur fidélité à la Constitution et à la Loi. Duran ne faiblit pas. Il signe le décret d'expropriation des terres, mais tourne en rond dans son bureau, sans pouvoir véritablement implanter le pouvoir révolutionnaire. En fait le groupe d'hommes de Palmilla est isolé dans la ville.

Et c'est l'assaut final. Il y a déjà bien longtemps que Grove, après douze jours de gouvernement, a été renversé et exilé à l'île de Pâques. La légalité, c'est l'ordre représenté par l'armée. Duran et ses compagnons résistent, tentent et réunissent une percée. Il revient à Palmilla, sur un cheval noir, après avoir rencontré la mort (les cavaliers de l'Apocalypse) dans la montagne. L'armée est déjà aussi à Palmilla pour chasser les paysans. C'est le

carnage. Les paysans traversent à trois reprises le fleuve, rouge de sang. Ils meurent tous, à l'exception du narrateur. Mais ce fleuve rouge, cette mer, est un baptême d'où la vie peut renaître.

Mort et résurrection. Littin, tout au cours du film, puise dans la symbolique biblique. Le christianisme était la culture populaire du Chili en 1930, un christianisme révolutionnaire que l'auteur oppose à la religion des possédants. Pour ce faire, Littin montre deux images contradictoires de la Vierge, celle des pauvres et celle des nantis.

L'auteur de *La Terre promise* est dans la lignée des grands créateurs de cinéma révolutionnaire. Ceux de l'Union soviétique des années 20, Eisenstein, Dovjénko ; ceux de l'Amérique Latine de l'époque contemporaine, comme Glauber Rocha. Son film est une longue épopée lyrique qui échappe aux limites du « réalisme socialiste » dans la mesure où il mêle symboles et réalité quotidienne, passé et présent, lutte et fantasmes. Il nous fait remonter à la source du combat de la résistance chilienne d'aujourd'hui.

Son œuvre se termine sur une citation de Che Guevara en hommage à ceux qui sont tombés dans les luttes révolutionnaires : « de ceux qui n'ont pas bien compris, de ceux qui sont morts sans avoir vu l'aurore, de sacrifices aveugles et non rétribués s'est faite aussi la révolution »

R.D. ■

Le petit parisien du soir

● Une série de spectacles au Théâtre de la Renaissance. Pauline Julien, François Béranger, Colette Magny, Frank Wright, Quartet, Gilles Vigneault. Et pour commencer, Mouloudji. La dernière fois que j'ai entendu Moulou, c'était au Bataclan. Il chantait pour les grévistes d'Olivetti. C'était admirable, cette façon de forcer peu à peu au silence ce public indocile venu pour « soutenir ». Cette fois, Moulou aura une belle salle bien silencieuse rien que pour lui. Un régal.

● Le groupe Perception qu'on a pu voir l'an passé à la fête du PSU donne une série de concerts au Théâtre Mouffetard du 24 au 28 septembre (22 h). Ce groupe (avec Siegfried Kessler et Didier Levalet) est sans doute l'un des meilleurs groupes de jazz moderne français. Son troisième disque va sortir chez Chants du Monde. A l'heure où le jazz est rejeté par tous (c'est trop compliqué disent les uns, c'est pas rentable, disent les autres) la tentative de Didier Levalet qui, l'an passé, a lancé une association des jeunes musiciens français et qui porte Perception dans ses bras depuis quatre ans, mérite d'être suivie.

● Enfin, un spectacle de Jean Vasca à l'Olympia, le 5 octobre à 18 h. Jean Vasca poursuit avec talent une double carrière de poète du livre (chez Oswald) et du chant. Cet homme-là ne passe jamais à la radio. Tout comme Perception et le jazz, comme Colette Magny, etc. Ça va devenir un complément.

J.B.

cinéma 74

SEPTEMBRE-OCTOBRE

NUMERO SPECIAL

CINEMA ITALIEN
DES ANNEES
SOIXANTE

HISTOIRE * GENRES
ECONOMIE * AUTEURS
ETUDES et DICTIONNAIRE
COMMENTE

En vente partout
et 6, rue Ordener
Paris 18°

apprenez le chinois

vous-même :

• manuels • disques •
dictionnaires
grammaires

Librairie LE PHENIX
72 Boulevard de Sébastopol
Paris 3ème

CALENDRIER

— Théâtre de la Cité Internationale universitaire, 21 bd. Jourdan, Paris 14e du 7 au 19 octobre à 21 h : « Hommes de toutes les couleurs », par le centre culturel de Bobigny (salle Le Jardin) - du 9 octobre au 20 novembre, spectacle poétique « Chantefleurs et Chantefables » de Robert Desnos (La Galerie) - du 14 octobre au 16 novembre, « Nuit de guerre dans le musée du Prado » de Rafaël Alberti, musique de Paco Ibañez, par le Centre dramatique de La Courneuve (La Galerie).

— Au vrai chic parisien, 1 rue d'Odessa, Paris 14e, jusqu'au 19 novembre à 20 h 30 : « Coucou, c'est encore moi » de Luis Rego

— Pizza du Marais, 15, rue des Blancs Manteaux, Paris, « Sainte Jeanne du Larzac », de P. Font et Ph. Val. (20 h 30). — puis, jusqu'au 12 octobre, Una Ramos

TEP

direction guy roré

Jean Bouchaud

Brocabric

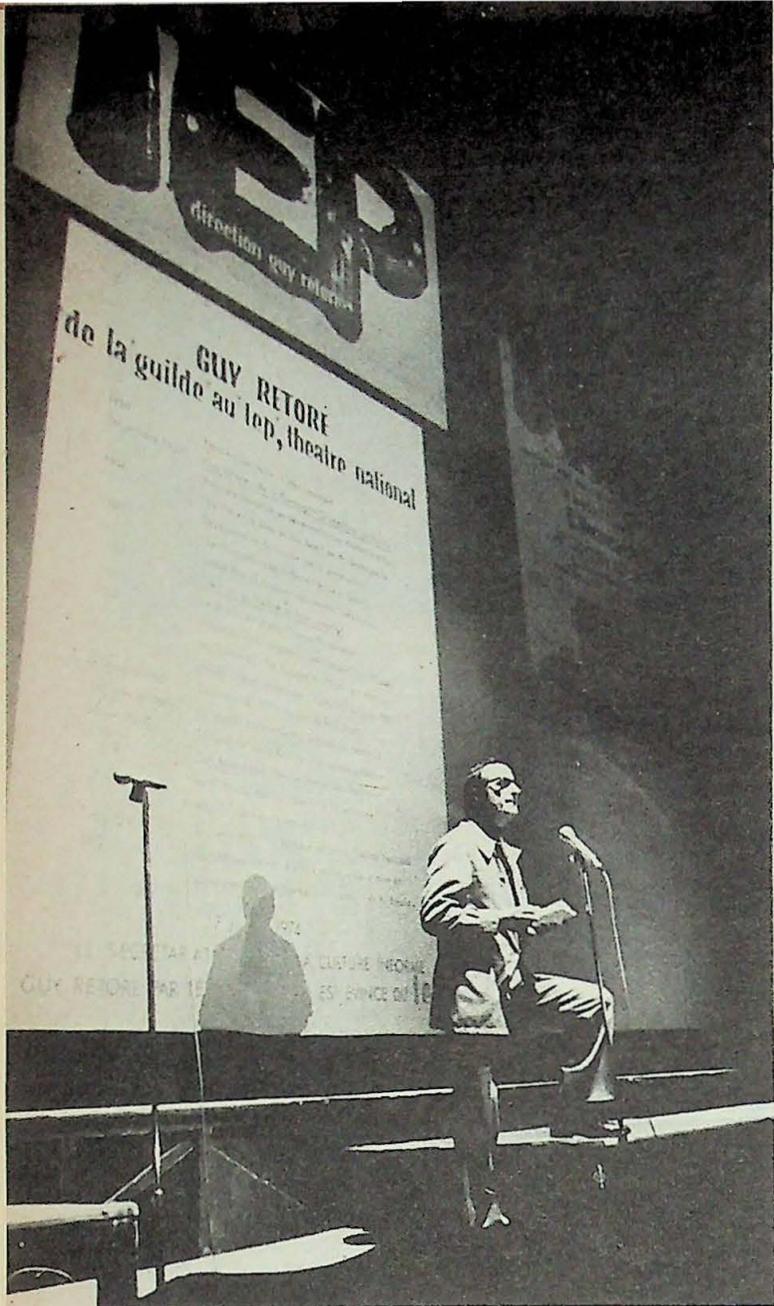
au petit TEP

Alfred Jarry

Ubu à l'Opéra

mise en scène : Georges Wilson
dans la grande salle
du 11 oct. au 17 nov.

17 rue Malte-Brun Paris 20 e
M° Gambetta tél. 636 79 09



*Le coup bas contre Rétoré
c'est un coup contre
tout le théâtre et la culture.
Au TEP, comédiens et public
se refusent à jouer « fin
de partie ».*

les 3 coups de la colère

Passé le temps de Druon et de ses perles de culture, les affaires culturelles sont donc confiées à Michel Guy, dont un article sur la peinture, paru dans *Le Monde*, avait plu à Giscard. Il fallait réorganiser le théâtre. Mais, jouer avec des animateurs et des équipes ne

résoud pas les problèmes de subventions et de locaux insuffisants, le chômage des comédiens, les difficultés de travail des équipes (techniques, administratives, animation...). Ce malaise se ressent vivement dans les programmations des théâtres de la décentralisation. Cette « réorga-

nisation » s'est donc résumée à des déplacements d'hommes. On a pris la carte de la France théâtrale.

Première victime, Jack Lang qui n'a pas eu le temps de terminer les travaux énormes entrepris à Chail- lot ni de mener un début d'action culturelle. Perenetti le remplacera.

Jacques Rossner, après trois ans passés au Lambrequin de Tourcoing se retrouve à la tête du Conservatoire. Qui animera le Lambrequin, mystère... Et il y a la grosse affaire : l'éviction de Guy Rétoré du TEP. C'est Marchel Maréchal et Pierre Laville qui devront s'y installer en juin 75. Ainsi en a décidé Michel Guy, sans prendre l'avis des gens du TEP et du 20^e arrondissement de Paris. Au Théâtre du 8^e, à Lyon, qui mettra-t-on ? Le maire de la ville, Pradel, a crié au scandale : « On m'enlève Maréchal, sans même me mettre au courant ». Cachoteries dans les rangs de la majorité ? Enigmes de boulevard ?

Valsez, hommes de théâtre... tout comme des préfets... Qu'importe vos efforts pour mener une véritable action d'implantation dans les villes et les régions... Théâtres, centres dramatiques, maisons de la culture deviendront ainsi des garages de prestige sans âme...

L'ÂME D'UN THEATRE, c'est un jeu de patience, qui demande de longues années de travail pour connaître un espace, acquérir la confiance d'une population. Telle l'œuvre de Guy Rétoré, créateur et animateur du Théâtre de l'Est Parisien.

25 ans de théâtre, 10 ans de TEP... le chemin parcouru dans Ménilmontant, pour doter ce désert culturel de l'Est parisien d'une structure et d'une vie culturelles, est long. Créateur de la Guilde, Guy Rétoré est passé par le Gymnase de

ce qu'en pense l'équipe du TEP

● « Il n'est pas vrai qu'un théâtre soit une chose anonyme.

Il n'est pas vrai que l'on se sente une vocation n'importe où et n'importe comment. Ce qui distingue les théâtres privés d'entreprises de notre genre, c'est que leur développement, leur vie, leur répertoire est lié à une population par mille liens qui en forment la nature même.

Un théâtre n'est pas une place forte que l'on se dispute. Arguer d'un programme passé sans tenir compte des conditions de sa réalisation et de l'exploitation de la salle où il est susceptible d'être présenté témoigne d'une mécon-

naissance absolue des conditions mêmes dans lesquelles un programme est réalisé, tant dans l'infrastructure qui lui sert de support que dans les conditions de son accueil.

L'implantation d'un théâtre en un lieu déterminé est le résultat d'une politique et d'une sensibilité communes étudiées avec ceux à qui elle est destinée. Ce n'est donc pas seulement un homme que l'on bafoue en le traitant comme un pion que l'on balade sur un échiquier, mais toute une population avec laquelle une concertation s'est établie et des liens précieux et irremplaçables se sont établis.

Le programme de cette année témoigne de cette recherche. La création de la petite salle, le répertoire établi pour elle témoigne de notre souci pour tout ce que prétend apporter, de l'extérieur, une équipe nouvelle.

Ce qui nous atteint n'est pas le constat d'échec d'une esthétique personnelle mais la mise en cause d'une conception de la création qui nous paraissait hier encore être la politique de nos théâtres depuis la Libération. On couronne une conception du « théâtre dans le vent » qui rend chaque créateur vulnérable. Contraint qu'il est de plaire, d'apporter du nouveau, de suivre une mode dont nous savons combien elle est passagère. Le réalisateur devient un objet entre les mains des pouvoirs publics. Au lieu de se préoccuper de développer de nouveaux lieux, on rend les lieux acquis objets de l'envie de chacun. De collaborateurs attelés à la même lutte, les réalisateurs deviennent des loups appelés à se dévorer entre eux.

Accepter, sans rien dire de telles décisions, c'est laisser s'instaurer dans les théâtres populaires des lois qui vouent, ceux-ci, à brève échéance, à leur irrémédiable déclin. »

la rue de la Bidassoa, puis rue Pelleport, une salle paroissiale de la rue du Retrait, rue des Amandiers, pour aboutir en 1963 au 17 rue Malte Brun, dans un vieux cinéma, où il fondait le TEP.

25 ans, cela représente tout un travail bénévole de défrichage, d'information, de travail de mise en scène, de fabrication de décors, de publicité, pour établir une « tentative de dialogue » avec la collectivité de l'Est parisien, de mettre sur pied une programmation qui s'est toujours efforcée de s'adapter à une mission bien déterminée. Tentative reconnue intéressante par l'Etat, puisque Jacques Duhamel, en 1972, alors ministre des affaires culturelles, avait promu le centre dramatique au rang de théâtre national.

72 spectacles, 1 600 000 spectateurs... Voilà où on en était le 17 juillet 1974, lorsque, à 18 h, on informait Guy Rétoré qu'il serait remplacé sine die par Marcel Maréchal. Après cette sèche lecture du communiqué officiel au téléphone, la presse, la radio, la télévision s'emparaient de la nouvelle. C'est malheureusement le « couronnement » de ces 25 ans d'efforts : c'est un peu considérer que l'équipe du TEP d'abord, le public ensuite, sont comptés comme quantité négligeable.

L'ECCEUREMENT. Chez Guy Rétoré, malgré la tenace volonté qui le lie à toute l'action menée au sein de cette population du XXe, on trouve, non pas la colère, mais l'écœurement. Après 25 ans de travail, déboucher sur l'appropriation totale par le pouvoir d'une œuvre, propriété à la fois d'un Etat et d'une population, d'une équipe, est insupportable. Pour Guy Rétoré, tout particulièrement, car... « il l'a fait ce théâtre... ». Insupportable d'entendre des gens importants du secrétariat d'Etat à la culture dire : « Rétoré, il en a assez du TEP, ça fait longtemps qu'il le dit, on va lui enlever... » sans même lui demander si cela est vrai. Etrange récompense pour ce long et patient travail de construction d'un théâtre. Après la carotte de la nationalisation, le bâton, la porte de sortie. Oh ! on lui propose des solutions à Rétoré : aller à Lyon remplacer Maréchal... S'occuper du Jeune Théâtre National... Diriger un organisme de recyclage pour comédiens (à créer de toutes pièces, mais avec des avantages financiers incomparables !). Pour Guy Rétoré, penser que se retrouver aux commandes d'un autre théâtre est une promotion, c'est se tromper. Le théâtre, il l'a choisi, parce que c'est là qu'il s'exprime le mieux, mais pour un certain cadre, un certain lieu, une certaine communauté (celle des travailleurs et des gens simples de Ménilmontant).

Aller ailleurs, pour créer la même chose, ne rimerait à rien. Ménilmontant, pour lui, n'était pas un lieu pour se faire la main, pour arriver ensuite dans un lieu plus prestigieux. A Ménilmontant, il avait décidé d'un long travail, passionnant qui, après 25 ans n'est pas terminé. Et le TEP doit se développer : un nouveau collaborateur a été chargé de la partie administrative — en effet, un théâtre est une entreprise, avec son personnel artistique, technique, l'accueil, la documentation, les relations publiques... et toutes

les charges sociales afférentes. Les gens de théâtre sont des travailleurs à part entière. Sur le plan artistique, Rétoré fondait de grands espoirs : installer à la co-direction du TEP un jeune de 20 ans. Cela tombe à l'eau aujourd'hui. Les équipes de théâtre n'osent plus engager de nouveaux collaborateurs. L'insécurité de l'emploi existe aussi au théâtre. On le signale à M. Durafour.

AUTRES PROJETS : une salle de répétitions et un nouveau lieu scénique pour remplacer le vieux cinéma rénové, qui répond mal aux exigences du théâtre d'aujourd'hui. Ces deux études ont été commandées par le ministère des affaires culturelles. Elles ont demandé un an de travail avec des architectes, des sociologues, des comédiens, des spectateurs et un grand scénographe tchécoslovaque, Svoboda. Pendant ce temps, Rétoré a été contraint d'abandonner la mise en scène. Préjudices à la fois sur les plans professionnel et financier, puisque, directeur du TEP, il n'emargeait pas au budget honoraire de l'étude. Tous bénéfiques pour le ministère ! Rétoré et son équipe ont pourtant répondu avec honnêteté et conscience aux exigences de l'Etat. Alors, pourquoi les avoir pénalisés de cette façon « bête et légère », comme l'a souligné Georges Wilson lors de la réunion d'information, le 21 septembre au TEP ?

Du côté de l'Etat, on considère Rétoré comme un homme de théâtre au-dessus de tout soupçon. Michel Guy l'a même écrit au maire de Montreuil, qui protestait contre l'éviction de l'animateur du TEP : « Croyez bien que je n'ignore rien du travail remarquable accompli par M. Rétoré pendant 20 ans dans l'Est parisien depuis la fondation de la Guilde et je tiens à dire que j'ai moi-même pour M. Rétoré la plus grande estime ». Alors ?

Au TEP, où on lance la saison 74 /75, les réactions sont vives : associations de spectateurs, municipalité, organisations syndicales et politiques, toutes les équipes de théâtres populaires, défendent le TEP, cet instrument émule de Jean Vilar, et lieu culturel d'une immense richesse. Georges Wilson disait encore « le TEP est devenu tellement important pour le gouvernement que celui-ci pense qu'il lui appartient. C'est tout de même les derniers du peuple, du public qui ont fait un artiste et un théâtre, et non pas les derniers de l'Etat ».

Les plantations à tous vents de Michel Guy sont bien mal semées. A quoi bon, se diront alors de nombreux animateurs, essayer de bâtir des entreprises culturelles cohérentes pour un public donné, si on ne leur permet pas de terminer leur œuvre et s'ils doivent se retrouver dans un milieu différent, hostile ou méfiant, qu'un autre animateur aura aussi quitté, contraint et forcé, et à regret ?

C'est cette menace qu'il faut combattre. Et frapper les trois coups de la colère. Au TEP, en tout cas, pour cette saison et celles à venir, on se refuse avec un entêtement tenace, à jouer « fin de partie », de Michel Guy.

● Sur le TEP et les théâtre populaires, ont peut lire :

- *Le théâtre hors les murs*, par Philippe Madral, éd. du Seuil.
- *L'entreprise théâtre*, par Raymonde Temkine, éd. Cujas.

les « usagers » du TEP

Guy Rétoré, nous le dirons et alors il faudra faire autre chose, mais cela sera l'affaire de la population du 20e, pas de M. Guy.

Il faut savoir aussi que nous sommes actifs et organisés. Notre bureau de 25 membres a joué un rôle de défense en de nombreuses occasions.

En 1969, contre les mesures de restrictions budgétaires, en 1972, pour l'obtention du statut de théâtre national. Nous nous sommes associés à la campagne du 1 % pour la culture, nous avons donné notre point de vue sur l'animation, du TEP, l'information du public. Et nos actions ont été payantes.

Devant la situation actuelle, notre bureau s'est réuni, il a demandé audience à Michel Guy, le 4 septembre. Pas de réponse. Nouvelle demande et action de signatures (plus de 6 000 cartes actuellement requies).

Nous tenons à dire que par notre campagne, nous n'entendons pas attaquer Maréchal qui a lui même condamné le scandaleux procédé d'éviction de Guy Rétoré, mais marquer notre profonde indignation contre l'attitude cavalière du secrétaire d'Etat à la culture. ■

● Le 21 septembre, le représentant du conseil du public a fait part des réactions des « usagers » du TEP :

« En visant Guy Rétoré, nous pensons que c'est aussi le public qu'on baffoue dans ses options, dans ses goûts. Le TEP est une entreprise féconde et nous tenons à conserver les acquis de cette œuvre.

Il y a une expérience en cours sur le plan artistique et d'animation, des débats dans les entreprises, le théâtre dans l'école, qui touche de plus en plus d'élèves, tout un jeune public scolaire a été formé. Cela a été une aventure. Nous ne pouvons admettre qu'administrativement, on aille contre notre volonté et nous jugeons impossible d'imaginer de voir mourir une telle expérience.

Si un jour nous contestons tous fortement les mises en scène de

TEP 1954-1974



20 ANS de THEATRE

Le TEP est né le 17 juillet 1954, rue Malte Brun, dans un vieux cinéma. Le TEP a été fondé par Guy Rétoré et Michel Guy. Le TEP a été reconnu d'utilité publique le 15 mars 1963. Le TEP a été nationalisé le 17 juillet 1972. Le TEP a été déclaré théâtre national le 17 juillet 1972. Le TEP a été déclaré théâtre national le 17 juillet 1972.

une triple volonté

Les 12 et 13 octobre vont se tenir à Paris des Assises nationales du socialisme. Dès maintenant, dans des entreprises, des localités, des régions, des militants se rencontrent pour mieux les préparer. Depuis trois mois, des commissions se sont mises au travail : elles ont élaboré un document d'analyse et de propositions qui dessine le projet d'une société socialiste et autogestionnaire et indique les moyens essentiels pour y parvenir. Au moment où notre pays connaît une crise profonde, dans ses structures et ses valeurs, dans son économie et ses institutions, au moment où la lutte des classes trouve un développement sans précédent, jetant sur la scène politique elle-même la contradiction et les aspirations que révèlent les luttes sociales, de telles Assises revêtent une importance historique.

Leur réunion est le produit d'une triple volonté :

— volonté de nombreux militants, surtout syndicaux, qui voient dans le socialisme autogestionnaire l'expression de leur combat et entendent construire, au-delà des formations existantes, la grande force socialiste qui ne leur est pas seulement nécessaire, mais dont, à leur sens, l'ensemble du mouvement ouvrier a besoin ;

— volonté de François Mitterrand et, à travers lui, de son parti, le Parti Socialiste, car l'expérience de Mai 74 lui a appris qu'il ne suffisait pas de préparer la victoire ; parce qu'elle est désormais à portée de la main, il faut pouvoir aussi lui donner un sens : une mobilisation populaire puissante et cohérente, capable de résister à la réaction de la bourgeoisie et aux pressions impérialistes, doit se fonder sur un projet mobilisateur, lié aux conditions de vie et de travail de l'immense majorité, fournissant aux travailleurs les moyens de leur pouvoir et à tous les hommes la capacité de contrôler les décisions qui les concernent ;

— volonté du PSU aussi, parce que, après avoir failli sombrer en 1970-71, le PSU a retrouvé sa force à travers le courant socialiste autogestionnaire : après avoir fait de l'autogestion socialiste sa doctrine fin 72, il en a défini les conditions stratégiques fin 73. L'événement l'a contraint, dès avril 74, à inscrire le développement du socialisme autogestionnaire dans le cadre de l'unité populaire : de ce fait, le PSU s'est trouvé devant des responsabilités nouvelles, sur un champ qui lui était peu connu, dont les limites se confondent avec celles du mouvement ouvrier et, fatalement, parce qu'il en va ainsi dans notre pays, avec la gauche.

Plus habitué, depuis mai 68, à affronter les diverses faces de l'extrême-gauche, le PSU n'est pas très à l'aise pour dialoguer avec une gauche qui, malgré son renouvellement, reste traditionnelle. Il craint d'être bien faible aux côtés d'un PS dont les effectifs se sont fortement gonflés depuis trois ans : une telle confrontation n'est-elle pas déjà le prélude à une



par
**Robert
Chapuis**

intégration, à une digestion rapide ou lente qui ferait disparaître en rien de temps non seulement la raison d'être du PSU, mais aussi la raison d'espérer de tous ceux qui savent qu'en France, le socialisme sera autogestionnaire ou qu'il ne sera pas ?

Cette crainte est légitime. Elle ne manquera pas de s'exprimer les 5 et 6 octobre dans le Conseil national du PSU préparatoire aux Assises. Mais on ne bâtit pas l'avenir avec des craintes. Le PSU, comme il l'a toujours fait aux moments cruciaux, saura trouver une voie juste et constructive, pour donner au socialisme autogestionnaire la grande force politique, puissante et crédible, dont il a besoin. Cet effort dépend de la capacité du PSU à faire des propositions correctes. Mais sa bonne volonté ne saurait suffire : le moment venu, le Parti Socialiste devra lui aussi montrer qu'il est prêt à aller de l'avant et qu'il ne se contente pas de mettre à l'épreuve ses capacités digestives. Face aux enjeux, celui du pouvoir, celui de la construction du socialisme, celui de donner réponse aux espérances qui ne cessent de monter dans notre pays, nous ne voulons pas douter qu'au-delà même des Assises, la triple volonté qui leur a donné naissance, continuera de s'exercer efficacement pour créer les conditions d'un parti socialiste de type nouveau.

L'importance de cette tentative se juge par l'écho qu'elle rencontre comme par les tirs de barrage qu'elle suscite ! Il y a deux ans, il en allait de même pour l'idée même d'autogestion. Dans un article du Monde, j'écrivais alors qu'il y a deux moyens de tuer les idées neuves :

— soit de les réduire à des idées anciennes : ainsi veut-on faire croire aujourd'hui qu'il s'agit de refaire 67 (l'adhésion à la FGDS) ou de recréer une gauche non communiste, en vue de revenir sur l'union de la gauche déjà réalisée (cf. l'article de Pierre Joxe dans le Monde récemment). On oublie que cette tentative se situe dans la ligne de l'unité populaire, avec le point d'appui de la campagne présidentielle, sur une base de classe qui rend le socialisme autogestionnaire, qu'on le veuille ou non, partie intégrante du mouvement ouvrier ;

— soit d'en déformer la nature et la portée : ainsi la triple volonté dont nous parlions est-elle réduite à une sorte de contrat, au sortir d'un bon repas, entre trois compères, Maire, Mauroy, Rocard, ou encore à quelque cuisine pré-électorale où l'on se partage d'avance des sièges au Parlement ou, à défaut, dans un Comité directeur ; certains journaux — qui ne sont pas tous de droite — se font ainsi des publicités à bon marché. Au moins prouvent-ils ainsi que l'affaire est importante ! Mais si l'on n'y prend garde, ragots et calomnies risquent de masquer l'enjeu réel du débat.

Les militants du PSU savent par expérience combien leur lutte est souvent déformée, mal comprise. Ils reconnaissent aussi — y compris dans la presse, car il est des journaux sérieux — l'importance des choix qu'ils ont à faire. Les 5 et 6 octobre, par la voix du Conseil national, il leur appartiendra de définir, non seulement leur avenir, mais celui de la gauche et du socialisme, tant il est vrai que ces causes ne sont pas aujourd'hui dissociables, tant il est vrai qu'elles ne peuvent désormais être tenues qu'en fonction de la capacité du socialisme autogestionnaire à s'y inscrire de façon déterminante et prédominante. ■

Plus que jamais, l'avenir d'un journal d'opinion dépend de ses lecteurs. Pour que TS vive, il faut trouver de nouveaux abonnés...

un nom :

une adresse :

et un chèque de 80 F

(pour 6 mois : 45 F - Soutien : 120 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65